l'Opinion
N° 2786 DATÉ DU 17 JUIN 2024
3 €
Quotidien libéral // politique, économie, international

OpenAI n'est que la première pierre de l'empire de Microsoft dans l'IA
Notre cahier exclusif
THE WALL STREET JOURNAL.

Nouveau Front populaire et RN: le chaos est déjà dans les programmes

Jordan Bardella assure que l'incarnation compte plus que la vision. Jean-Luc Mélenchon, la colère du peuple plus que la raison. Gabriel Attal, la peur des extrêmes plus que la punition des élites. Ainsi, à l'ère du populisme, le programme ne serait que secondaire. Il faut lutter contre ce mensonge. Démontrer que la rupture prônée par le RN et le Nouveau Front populaire offre à la France une même issue : la ruine. Dénoncer les alliances contre-nature des sociaux-démocrates et des conservateurs républicains – un siège vaut-il de renoncer à ses valeurs au prix d'un déclassement accéléré du pays ?

A eux seuls, les chiffrages devraient suffire à discréditer ces plans censés « changer la vie » des Français en moins de cent jours. Dès l'été, le déni des règles économiques élémentaires serait sanctionné par les marchés : si l'euro nous a protégés de maintes turpitudes, la hausse des taux provoquerait une crise de la dette. A l'automne, le refus du « pacte budgétaire austéritaire » entraînerait un séisme européen. Viendrait enfin un hiver sans fin, la production saignée par une redistribution folle appelant un « tournant de la rigueur » géré par le FMI. Ironie de l'impéritie et de la démagogie, à chaque étape, les plus démunis seraient les plus appauvris.

Pour éviter ce scénario catastrophe, les engagements de la gauche radicale ou de l'extrême droite seront édulcorés en cas de victoire. Mais pas leurs logiciels idéologiques et leur conséquence : une France illibérale rongée par le chômage et marginalisée. Le ver est bien dans les programmes. Par la dissolution, Macron avait-il en tête de « lever l'hypothèque populiste » pour 2027 par une cohabitation forcément chaotique ? Ce serait une grave erreur. Une nomination à Matignon permettrait aux deux architectes du chaos de tenir leur promesse centrale : rabaisser le Président.

Rémi Godeau
@remigodeau

Entre sauve-qui-peut et combinaisons locales, tout ce qui se trouve à gauche du Rassemblement national a basculé dans un complexe jeu d'alliances propre à égarer l'électeur le plus aguerri

Législatives : la clarification tourne au grand bazar





SIPA PRESS

Eric Ciotti, Emmanuel Macron, François Hollande et **Jean-Luc Mélenchon** (de gauche à droite) quatre des acteurs d'une campagne législative à rebondissements.

Migraine

La campagne officielle pour le premier tour des législatives, prévu le 30 juin, s'ouvre ce lundi, alors que les candidats avaient jusqu'à dimanche 18 heures pour se déclarer en préfecture.

Antoine Oberdorff, Christine Ollivier, Matthieu Deprieck et Nina Jackowski

Il aurait fallu être sourd pour ne pas l'entendre. Toute la semaine, Emmanuel Macron et ses soutiens ont claironné que la dissolution de l'Assemblée nationale ouvrait un moment de « clarification ». Il n'y avait qu'à regarder l'union d'Eric Ciotti et de Jordan Bardella ou le rassemblement des forces de gauche, adversaires pendant les européennes. Mais à l'heure de la clôture du dépôt des candidatures, ce dimanche, la clarification s'est muée en grand bazar.

Le 30 juin, pour le premier tour des législatives, les électeurs doivent se préparer à une sérieuse migraine. Les étiquettes valsent et tout ce qui se trouve à gauche du Rassemblement national a basculé dans un complexe jeu d'alliances à perdre le plus doué des étudiants en sciences politiques.

La majorité présidentielle a ainsi noué des accords avec Les Républicains dans une dizaine de départements dont les Hauts-de-Seine, la Haute-Savoie, les Vosges ou le Val-de-Marne. A Dunkerque, elle s'entend avec la gauche et la droite sans empêcher une candidature du nouveau Front populaire - il y aura donc un candidat PS soutenu par la macronie et un candidat LFI soutenu par le PS. Dans le Val-de-Marne, Sylvain Berrios est investi par Les Républicains et soutenu par Horizons contre le député Renaissance. Dans le Pas-de-Calais, Agnès Pannier-Runacher est une candidate Renaissance, qui va devoir battre campagne contre un candidat soutenu par le maire d'Arras... lui-même soutien d'Emmanuel Macron.

Les électeurs auront aussi fort à faire pour s'y retrouver dans les trois nuances de Républicains et leurs innombrables variantes. Les Républicains indépendants, qui bataillent encore en justice pour obtenir l'exclusion de leur président Eric Ciotti, refusent toute alliance avec le RN comme avec les macronistes. Les candidats LR-RN, eux, sont investis par Eric Ciotti dans le cadre de l'accord noué avec le parti de Jordan Bardella. Et une troisième caté-

●●● *Pages 2 à 5*

Les Verts européens font les yeux doux au centre droit

A Strasbourg, après leur recul électoral, les écologistes veulent rentrer dans la majorité *Page 7*

Royaume-Uni : les libéraux cherchent leur place

Les Lib Dems font le pari d'une campagne législative très locale *Page 7*

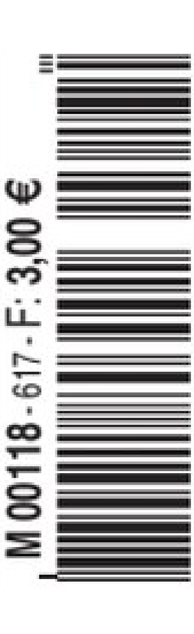
Zelensky face à la fracture Nord-Sud



SIPA PRESS

Lors du Sommet de la paix en Ukraine, qui s'est achevé ce dimanche, les Occidentaux ont réaffiché leur soutien à Kiev. Les pays du Sud se sont montrés plus mesurés. Sur le front, la Russie a revendiqué la conquête d'un nouveau village , poursuivant sa lente progression.

Page 6



Législatives : la clarification tourne au grand bazar

●●● *Suite de la page 1*

gorie, baptisée « LR-Ensemble » par le politologue Philippe Moreau-Chevrolet, comprend désormais les candidats estampillés LR ayant conclu un « pacte républicain » local, plus ou moins avoué, avec Renaissance et ses alliés, pour faire barrage à la fois au RN et au Front populaire. Vous êtes perdus ? C'est normal.

Et ce d'autant plus que ces catégories ne sont pas forcément exclusives. Bien qu'ayant signé, au nom de sa fédération départementale, un accord de désistement mutuel avec le Premier ministre et candidat Renaissance, Gabriel Attal, et ses alliés UDI, MoDem et Horizons, Philippe Juvin, député sortant des Hauts-de-Seine, conservait encore dimanche son investiture LR. Un imbroglio qui devrait se reproduire dans plusieurs départements, dans un sauve-qui-peut général. « Désormais, chacun se démerde comme il veut ! », résume un élu LR de Loire-Atlantique, engagé dans la négociation d'un accord avec Renaissance. Même les ténors du parti jouent une partition trouble. Dans les Yvelines, le candidat Renaissance, Karl Olive, exhibe sur ses affiches le soutien du mouvement « ensemble pour les Yvelines », une alliance locale créée sous l'égide du président LR du Sénat, Gérard Larcher… pourtant avocat de la ligne « indépendante ».

« Soucis de RH ». In fine, une quinzaine de députés LR sortants pourraient ne pas avoir de candidat du camp présidentiel face à eux. Sans que l'on sache si c'est le résultat d'un accord négocié en sous-main ou pas. Certains sont peu suspects de penchants macronistes, tels que Julien Dive (Aisne), un proche de Xavier Bertrand, ou Raphaël Schellenberger (Haut-Rhin), un proche d'Aurélien Pradié. D'autres étaient déjà des élus conciliants avec le gouvernement, tels que Virginie Duby-Muller (Haute-Savoie), Véronique Louwagie (Orne) et Nicolas Forissier (Indre). « J'ai insulté les macronistes autant que j'ai pu pour les motiver à me mettre un candidat !, assure aussi Raphaël Schellenberger. Mais il semblerait qu'ils aient quelques soucis de RH. » Lui-même n'est pas parvenu à placer un candidat LR dans toutes les circonscriptions du Haut-Rhin. « Sortir un profil sérieux des cartons en trois jours, ce n'est pas facile… », soupire-t-il. Surtout quand une partie de l'appareil local a basculé dans le camp d'Eric Ciotti.

Entre jeux de partis et combinaisons locales, les différents mouvements s'attendaient à des surprises dimanche soir, après la clôture officielle du dépôt des candidatures en préfecture. « J'avais trouvé une candidate, jusqu'à ce que j'apprenne qu'elle se désistait à la demande de son maire, raconte un responsable de fédération LR indépendant, épuisé par plusieurs nuits sans sommeil. Je ne suis pas à l'abri que mes candidats ne déposent pas leur candidature finalement, parce qu'on les aura dissuadés… » Dans la confusion ambiante, nombre de candidats LR ou macronistes partiront en campagne sans le logo de leur mouvement sur leurs tracts et affiches, misant sur leur nom et leur implantation locale pour se faire réélire.

> *Nombre de candidats LR ou macronistes partiront en campagne sans le logo de leur mouvement sur leurs tracts et affiches, misant sur leur nom et leur implantation locale pour se faire réélire*

A côté de ce maelström, la gauche avait - pensait-on naïvement - réussi à s'entendre sur un principe simple : une candidature unique du nouveau Front populaire dans chaque circonscription, garantissant aux naufragés de l'ex-Nupes d'être réinvestis. Les signataires de l'accord auraient-ils omis de regarder cette note de bas de page inséré par le coordinateur de LFI Manuel Bompard ? « Chaque formation choisit librement ses candidats. » Seul vrai gardien du temple insoumis, Jean-Luc Mélenchon a donc décidé « librement » de châtier ses frondeurs. Tout cela parce qu'Alexis Corbière, Raquel Garrido et Danielle Simonnet ont eu « l'impudence d'exprimer un désaccord avec le grand chef », fulmine leur allié François Ruffin, écœuré au point de ne plus vouloir l'étiquette LFI dans la Somme. « Tout se paye », jubile un conseiller du comité électoral de la France insoumise.

« Même pas un coup de fil, rien. Jean-Luc nous traite comme des chiens, dont acte. Il faudra une gauche démocratique pour mener la bataille », confie Alexis Corbière, furieux de voir le « spectacle des divisions internes » prendre le pas sur le récit du Nouveau Front populaire, seulement 24 heures après sa naissance. D'inévitables guerres de tranchées vont avoir lieu sur les circonscriptions où des dissidences ont été organisées, en Seine-Saint-Denis, mais aussi à Rennes et Marseille. Autre ligne de front, à Lille : le retrait d'Adrien Quatennens au profit du patron des Jeunes insoumis Aurélien Le Coq n'y pourra rien changer, il y aura une candidature féministe alternative, Amy Bah, collaboratrice de Raquel Garrido jusqu'ici, aujourd'hui soutenue par la maire de Lille, Martine Aubry.



SIPA PRESS

L'hémicycle de l'Assemblée nationale.

> *« Une recomposition politique complète est en train de se réaliser sous nos yeux et Emmanuel Macron a accéléré la centrifugeuse », savoure le conseiller de Marine Le Pen, Philippe Olivier*

Fracture. D'un coup de Jarnac à l'autre, cette fois en Corrèze : la candidature de François Hollande dans son fief de Tulle, quelques jours après son ralliement au cartel du Nouveau Front populaire. La surprise a été telle qu'Olivier Faure n'a pas pu cacher son étonnement. « Je n'étais pas au courant », a-t-il reconnu dans le cortège parisien samedi. Le tour de passe-passe a eu lieu dans le plus grand secret : le maire socialiste de Tulle, Bernard Combes, investi par la fédération locale du PS, s'est effacé au profit de François Hollande. Dès lors, le secrétaire national du PS, Sébastien Vincini, n'avait d'autre choix que d'adouber l'ex-chef de l'Etat pour s'éviter un imbroglio juridique digne de la droite LR. Voilà donc le social-démocrate Hollande sous la même bannière unitaire que Philippe Poutou du NPA, candidat aux législatives dans l'Aude.

Au moment où Mélenchon fracture, Hollande surgit. « Ces deux-là communiquent par les forces de l'esprit » : la boutade du premier secrétaire du PS Olivier Faure date d'avant la dissolution. Elle n'a jamais été aussi vraie que depuis la naissance du nouveau Front populaire où l'ancien locataire de l'Elysée et le tribun insoumis dansent un tango qui donne le tournis à plus d'un électeur de gauche.

« Une recomposition politique complète est en train de se réaliser sous nos yeux et Emmanuel Macron a accéléré la centrifugeuse », savoure le conseiller de Marine Le Pen, Philippe Olivier. Cerise sur le gâteau, Reconquête a aussi explosé, Marion Maréchal et ses fidèles ayant choisi de soutenir Marine Le Pen et les siens, quitte à rompre avec Eric Zemmour. Le Rassemblement national observe avec gourmandise cette balkanisation de l'espace politique, dont il est à la fois un des artisans, via l'accord noué avec Eric Ciotti, et le principal bénéficiaire. Et s'engouffre dans ces divisions pour recréer un nouveau clivage en pratiquant son activité favorite : diaboliser la gauche pour apparaître comme le recours.

@A_Oberdorff
@Chr_Ollivier
@mdeprieck
@Nina_Jacks

Une semaine dans les coulisses des investitures macronistes

PENDANT UNE SEMAINE, ce fut la pièce la plus secrète de la macronie, un bureau au 7e étage du 68, rue du Rocher, à Paris, si secrète que les permanents du siège de Renaissance n'y avaient pas accès. A l'intérieur, jusqu'à huit personnes ont étudié les demandes d'investiture avant qu'elles ne reçoivent le coup de tampon présidentiel. Parmi elles, le secrétaire général de Renaissance, Stéphane Séjourné ; le président de la commission d'investiture pour les européennes, Franck Riester ; en début de semaine, Gabriel Attal ; et cinq collaborateurs dont Vincent Caure, conseiller spécial du ministre Séjourné, Matthieu Labbé, fin connaisseur de la droite et Maxime Cordier, conseiller spécial du Premier ministre.

Cette force d'action rapide a vu défiler tous les départements de France. Elle a traité les désirs des uns, les caprices des autres, les revirements de ministres, qui finalement ne se lanceront pas dans ces législatives. Eric Dupond-Moretti n'ira pas à Nice, pas plus que Nicole Belloubet en Haute-Garonne.

La semaine qui vient de s'écouler est une histoire de montagnes russes, de montées laborieuses et de soudaines accélérations. Le grand huit débute dimanche 9 juin à 21 heures L'Assemblée nationale est dissoute. Emmanuel Macron précipite sa majorité dans l'inconnu. Et Stéphane Séjourné ajoute du trouble au désordre. Le patron du parti présidentiel propose un deal aux oppositions : la majorité présidentielle n'investira aucun candidat face à ceux qui s'engagent à soutenir le futur gouvernement sur des points centraux dont les futurs budgets.

Un contrat à signer ? Dans la majorité, les plus roués s'étranglent. L'idée est oubliée dès le lendemain matin. Une autre stratégie s'impose : garantir aux Républicains l'absence d'un candidat face à leurs sortants en échange de la réciprocité pour les députés sortants macronistes.

Guichet d'accueil. Lundi matin, le guichet d'accueil des LR ne se situe pas encore au siège de Renaissance mais place Beauvau. Le cabinet de Gérald Darmanin est sollicité par plusieurs parlementaires de droite ouverts à la discussion, dont Virginie Duby-Muller et Jean-Louis Thiériot. A la mi-journée, une liste est transmise au siège de Renaissance, qui reprend la main avec pour objectif de convertir ses promesses de deal.

Plus facile à dire qu'à faire quand on est occupé sur un autre front. L'urgence est de publier une première vague d'investitures reprenant la totalité des députés sortants. Les anciens ministres Olivier Dussopt et Olivier Véran hésitent à y retourner. Les élus de la Drôme, Mireille Clapot, et de Saône-et-Loire, Rémy Rebeyrotte, sont tentés de raccrocher. Il ne faut pas donner l'impression d'un navire que l'on quitte en masse avant le naufrage. Le siège de Renaissance cherche des alternatives. Tous y retourneront finalement, à l'exception d'Olivier Dussopt.

Mardi, l'équipe « investitures » se partage deux objectifs. Un, compléter la carte des candidats macronistes. Il ne reste qu'une poignée de circonscriptions gagnables. Tout le reste relève de la conquête, et souvent du combat perdu d'avance. Un candidat défait aux européennes rejette plusieurs propositions. Les échanges se tendent.

Deux, il faut se repérer dans le marigot LR. Avec qui négocier ? Laurent Wauquiez, Annie Genevard, Gérard Larcher ? Décision est prise de contourner la direction nationale et de passer par les responsables départementaux.

Philippe à l'offensive. Mardi soir, un problème s'ajoute à une pile déjà bien haute. Une réunion entre Edouard Philippe (Horizons), François Bayrou (MoDem) et Stéphane Séjourné (Renaissance) laisse deviner la stratégie offensive du maire du Havre. La révélation le lendemain de la possibilité laissée aux candidats Horizons de ne pas se rattacher à la majorité présidentielle crispe Renaissance.

Le 7e étage concentre toutes les attentions. Emmanuel Macron appelle en continu Stéphane Séjourné pour se tenir au courant de l'avancée des discussions. Les candidats à l'investiture alertent le siège sur les délais qui s'étirent. Chez eux, les imprimeurs leur disent qu'après samedi midi, il sera impossible d'imprimer tracts et affiches. Vingt-trois départements pourraient faire l'objet d'un accord macronie-LR. Jeudi soir, aucun n'est encore annoncé.

Vendredi, la lumière jaillit enfin. Les Républicains des Hauts-de-Seine annoncent un pacte de non-agression avec la majorité présidentielle. Une victoire d'un côté, des ennuis de l'autre. En province, des candidats de la majorité présidentielle reprochent à Stéphane Séjourné et Gabriel Attal, tous deux alignés dans les Hauts-de-Seine, d'avoir sauvé leur peau.

> *L'émancipation d'Edouard Philippe donne des idées. Le président du Parti radical, Laurent Hénart dit, un temps, examiner la possibilité de ne pas rattacher ses candidats à la majorité présidentielle « pour sécuriser le financement de son parti »*

De son côté, Horizons fond sur les circonscriptions lâchées par Renaissance. Dans certains cas, le candidat battu en 2022 a changé de vie. La place est à saisir. Elle est prise par un soutien d'Edouard Philippe. Le conseiller politique de Christophe Béchu, Clément Tonon est candidat en Dordogne. La 9e de Loire-Atlantique fait l'objet de négociations serrées. Le député sortant Renaissance voulait transmettre le mandat à sa suppléante. Horizons récupère la circonscription.

Menace. L'émancipation d'Edouard Philippe donne des idées. Le président du Parti radical, Laurent Hénart dit examiner la possibilité de ne pas rattacher ses candidats à la majorité présidentielle « pour sécuriser le financement de son parti ». Au moins, Renaissance n'a pas à gérer un coup de pression du MoDem. Fair-play, son président, François Bayrou accepte, par exemple, d'abandonner la circonscription du MoDem Jean-Louis Bourlanges dans les Hauts-de-Seine au profit d'un proche de Valérie Pécresse, Jean-Didier Berger.

Dimanche, les pontes de la majorité restent dans l'incertitude. Certes, Laurent Hénart a levé sa menace d'autonomie financière mais il est difficile de lire les situations locales. Stéphane Séjourné et les représentants de François Bayrou et Edouard Philippe, Marc Fesneau et Gilles Boyer, négocient les derniers échanges de circonscription internes à la macronie. Localement, il suffit d'un dépôt de candidature par un militant zélé pour faire capoter des accords. Sur les 23 espérés en début de semaine avec les LR « canal historique », une dizaine a finalement été nouée. La Haute-Savoie, les Vosges, l'Orne, le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine sont concernés. Dans l'Aisne et le Haut-Rhin, Les Républicains démentent tout accord et assurent qu'il s'agit là d'un manque de candidats volontaires. En Savoie et dans le Jura, les LR ont la route ouverte.

A 18 heures, ce dimanche, les préfectures ont fermé leurs portes. C'est la fin d'une folle semaine. La campagne peut commencer.

Christine Ollivier
@Chr_Ollivier



SIPA PRESS

Le secrétaire général de Renaissance et chef de la diplomatie française, **Stéphane Séjourné** part en campagne dans la 9e circonscription des Hauts-de-Seine.

Législatives : la clarification tourne au grand bazar

Le Rassemblement national n'a pas fini de dissoudre la droite

Jordan Bardella surgit dans l'enclos. Immédiatement, la vingtaine de vaches meuglent, remuent et se pressent au fond, les unes contre les autres. Celui qui se voit Premier ministre et le troupeau de caméras qui l'entourent s'éloignent, laissant les charolaises se remettre de leurs émotions. La scène rappelle la journée de mardi dernier : les LR ébranlés par le débauchage surprise de leur patron, Eric Ciotti, par le RN en vue d'une coalition pour les législatives. Depuis son alliance solitaire avec l'extrême droite, ténors et cadres du parti ont appelé, d'une seule voix ou presque, à son exclusion pour haute trahison.



Jordan Bardella, le président du RN, s'est rendu à Chuelles (Loiret), vendredi, dans une exploitation agricole, pour son premier déplacement de campagne.

SIPA PRESS

Pour son premier déplacement de campagne vendredi, le président du RN a choisi une exploitation agricole de Chuelles (Loiret), en gadoue conquise. Son parti a décroché 31% des voix au premier tour, puis 63% au second, dans la circonscription, aux législatives, en 2022. Le député Thomas Ménagé orchestre la visite de dernière minute. L'élu porte haut ses airs de notable dans cette terre rurale qui a élu sans discontinuité un député de droite depuis 1962. Le 7 juillet, le RN pourrait décrocher cinq des six circonscriptions du département.

C'est un territoire-symbole de l'OPA que souhaite opérer, de longue date, Marine Le Pen sur la droite. Elle refuse de parler d'« union » de la droite ou des droites, comme Eric Ciotti ou Marion Maréchal, pour préférer les terme d'« union des patriotes » dans les urnes. Le processus d'effacement est en cours : en 2022, près d'un électeur de François Fillon sur cinq (18%) a voté Marine Le Pen, selon Ipsos – 39% avaient choisi Emmanuel Macron.

« Trouille ». Entre les bottes de foin et les tracteurs, nulle trace d'une personnalité venue de la droite. La présence de Céline Imart, deuxième de la liste LR des européennes, se présentant comme « fille et petite-fille d'agriculteurs », aurait parfait le tableau de la journée. Mais après avoir suivi Eric Ciotti une journée, l'élue a rebroussé chemin. Dans sa besace LR se trouve principalement une de ses proches, la députée sortante Christelle d'Intorni, et le patron des jeunes de droite, Guilhem Carayon.

Les lepénistes imaginaient en décrocher bien d'autres, comme Maxime Minot, Pierre Cordier et Fabien Di Filippo, qui signaient leurs motions de censure. « Beaucoup ont eu la trouille », juge Mathilde Paris, députée sortante RN voisine. « De toute façon, je ne crois pas dans les castings », évacue Jean-Lin Lacapelle, la véritable surprise du jour. L'eurodéputé non reconduit a finalement été propulsé dans une circonscription très favorable.

L'ex-Orléanais a une théorie : « Mon grand-père était sénateur RPR et moi je suis RN, ce qui se passe dans le Loiret se passera en France. » Adrien, agriculteur de 28 ans, n'a jamais croisé

« Nous allons travailler avec une nouvelle génération, et non pas ces cadors aux chapeaux à plumes moisis qui nous auraient enquiquinés à la moindre mesure »

l'ancien député LR Jean-Pierre Door. Alors que Thomas Ménagé, il le voit à chaque vide-grenier. « Marine a parlé de nous pendant les manifestations des agriculteurs et puis après, plus rien. Peut-être que le RN fera pareil, on verra », avance celui qui a voté pour l'actuel président en 2017.

Jordan Bardella a beau « se féliciter » devant les caméras de l'arrivée d'Eric Ciotti, et marteler le nombre de « 70 candidats » venus de la droite dans sa coalition, les récoltes sont en réalité maigres. « Les députés sortants ont subi en quelques heures une pression inouïe de la part des caciques du mouvement », a justifié, le matin-même, Marine Le Pen, depuis Hénin-Beaumont. Et de dénoncer un « manque de courage » qui aura des conséquences : « Ils passeront de députés sortants à députés sortis ! » La patronne a refusé l'idée de procéder à de discrets accords. A quoi servirait une coalition sans image ? « Tout devra être public », avertissait lundi dernier le vice-président du parti, Louis Aliot.

Editorialistes. Qu'importe ce front des Républicains, pour le cadre Jean-Philippe Tanguy. « Tous ces barons sont tombés dans le piège de leurs contradictions révélées par la clarification, se targue-t-il. Nous allons travailler avec une nouvelle génération, et non pas ces cadors aux chapeaux à plumes moisis qui nous auraient enquiquinés à la moindre mesure. »

Parmi cette « nouvelle génération » investie par la coalition RN-LR, les habitués des plateaux des chaînes détenues par Vincent Bolloré. Guillaume Bigot et Philippe Fontana, tous deux éditorialistes sur CNews, sont respectivement parachutés à Belfort et en Seine-et-Marne. Le premier est connu pour ses propos complaisants à l'égard de Vladimir Poutine et pour avoir qualifié l'écologiste Sandrine Rousseau de « Greta Thunberg ménopausée ». Autres vedettes de CNews investies : l'avocat Pierre Gentillet et l'ex-magistrat Charles Prats, déjà liés au RN et à Reconquête. Autre figure de la télévision ralliée : l'animatrice et cheffe cuisinière Babette de Rozières qui a soutenu... Anne Hidalgo, puis Valérie Pécresse, et enfin Emmanuel Macron.

Nina Jackowski
@Nina_Jacks

En campagne contrainte, les macronistes découvrent la liberté

La dissolution peut aussi avoir du bon. Chez les macronistes, elle a provoqué une prise de conscience. Au placard les « députés Playmobil », selon l'expression fréquemment utilisée lors du premier quinquennat. Place aux députés « libres » avec lesquels, s'ils reviennent, Emmanuel Macron devra composer.

L'indépendance se gagne par étapes. Niveau 1, la prise de distance progressive. Les prétendants avaient jusqu'à dimanche pour déposer leur candidature. Tout le week-end, les réseaux sociaux ont vu fleurir les tracts et affiches de campagne. Seuil d'engagement maximal : la présence de Gabriel Attal ou du logo des trois groupes de la majorité. Des ministres, comme Sébastien Lecornu ou Aurore Bergé, ont également proposé de tourner des clips de soutien et de se déplacer sur le terrain. Pour le reste, n'allez pas chercher le visage d'Emmanuel Macron – il est rarissime.

Niveau 2, le minimum syndical. Ici, pas d'évocation des partis qui composent le camp présidentiel, mais la reprise, sobre, de la nouvelle charte graphique du parti – dégradé de bleu et de rose. Elisabeth Borne a choisi une autre formule. Son visage, son suppléant, et la simple bannière « Ensemble pour la République ».

« Age de raison ». Niveau 3, la rupture. Les macronistes et leur chef traversent une mauvaise passe. Encore plus ceux qui l'accompagnent depuis sept ans. Sept ans, « l'âge de raison », selon une députée de la première heure. Qui explique : « C'est comme un vieux couple. Au bout de sept ans, tout ce que fait l'autre vous énerve. » Surtout si vous avez le sentiment qu'il vous a planté un couteau dans le dos.

Le moment est venu de retrouver son existence propre. Dissocier le « je » du « nous », dans ce qui est pour certains la troisième campagne des législatives. Ainsi de figures du camp présidentiel, dont l'appartenance à la majorité est désormais insoupçonnable. L'ancienne ministre Nadia Hai, la défenseure de l'aile gauche Cécile Rilhac, le président de la commission des lois, Sacha Houlié, celui de la commission du développement durable, Jean-Marc Zulesi... Sur leur tract : un visage, « votre député », et c'est tout.

La « start-up nation » n'est plus. En 2017, ils incarnaient le renouveau. En 2024, ils luttent pour leur survie. Il y a sept ans, les députés de droite ou de gauche ne misaient plus que sur leur ancrage local pour résister à la vague macroniste. Aujourd'hui, les mêmes macronistes font disparaître l'appareil partisan, devenu boulet. La vie politique est cyclique.

Rares sont les parlementaires à avoir regardé la conférence de presse d'Emmanuel Macron, mercredi, censée définir le projet. En fonction de sa sensibilité et de son territoire, chacun fera ses propositions

La méthode vaut aussi sur le fond. Rares sont les parlementaires à avoir regardé la conférence de presse d'Emmanuel Macron, mercredi, censée définir le projet. En fonction de sa sensibilité et de son territoire, chacun fera ses propositions. Clément Beaune a ouvert la voie. Dans une circonscription parisienne très à gauche, l'ancien ministre des Transports se distingue. « Sur la réforme de l'assurance-chômage, je le dis clairement : il ne faut pas toucher à la durée d'indemnisation. Ce n'est ni le bon moment ni la bonne réforme », a-t-il déclaré sur France Info. En cas de duel entre LFI et le RN, il soutiendra aussi les premiers.

Dans sa profession de foi, Yaël Braun-Pivet précise qu'elle veillera à « dire (s)es désaccords sans langue de bois » lorsqu'elle le jugera « nécessaire ». Sur X, Olivier Véran énumère ses victoires, rappelle son attachement à la « social-démocratie », ne nomme pas une fois le camp présidentiel et conclut par cette phrase : « Je serai un député libre, et engagé à vos côtés. »

Fronde. Le temps est aussi venu de récolter les fruits de la fronde. Pour donner des gages de leur autonomie, les parlementaires énumèrent ces moments où ils ont su sortir du rang. « Je n'ai jamais été macroniste », répète un député venu des Républicains, investi en 2022. Dans les Yvelines, Nadia Hai affrontera Aurélien Rousseau, l'ex-ministre et chef de cabinet d'Elisabeth Borne, sous les couleurs du Nouveau Front populaire. La députée sortante a déjà un argument : « Le pire, c'est qu'il vient faire campagne sur la loi immigration, mais je pense qu'on ne lui a pas dit que j'avais voté contre. »

Emmanuel Macron est partout et nulle part à la fois. « Toi, je t'aime bien, mais ton président, je ne peux pas me le voir », s'est entendu dire sur un marché un député sortant des Bouches-du-Rhône. Quand le Président est radioactif, il ne reste que la liberté à tout prix. Et ce constat, formulé par un élu : « Quand bien même on reviendrait à l'Assemblée, ça va être folklo. »

Dinah Cohen
@DinahCohen



SIPA PRESS

Clément Beaune est l'un des premiers candidats macronistes à avoir marqué sa différence.

Le chef de l'Etat se veut en retrait du « vaudeville politique »

Comment peser sur la campagne ? Prié par ses troupes de se tenir en retrait des élections législatives, Emmanuel Macron observe depuis l'Elysée les retombées de la dissolution de l'Assemblée nationale. Un monde politique porté à incandescence, où chaque heure ou presque apporte son lot de rebondissements stupéfiants.

A peine porté sur les fonts baptismaux, le Nouveau front populaire se déchire sur fond de purge chez la France insoumise. Quelques sociaux-démocrates se désolidarisent, mais pas François Hollande, qui se porte candidat en Corrèze, forçant la main au PS. Son vieil ennemi Jean-Luc Mélenchon lui apporte son soutien. Dans *Le JDD*, Nicolas Sarkozy dit tout le mal qu'il pense du rapprochement entre LR et le RN. Même Lionel Jospin sort de sa réserve. A droite et à gauche, les deux « extrêmes » dénoncés par le chef de l'Etat, les programmes se dévoilent. Une avalanche de dépenses. Les marchés s'inquiètent, l'affolement guette. Tout le monde veut devenir Premier ministre à la place de Gabriel Attal. Lequel peine à percer le mur du son avec ses propositions.

« Vote utile ». Face à ce « vaudeville politique », comme le décrit un proche du chef de l'Etat, Emmanuel Macron se réfugie dans une position « de surplomb et d'engagement ». Pas directement engagé dans la campagne que mène Gabriel Attal, mais prêt à envoyer des « signaux » quand il le jugera utile. Depuis la fin de semaine dernière, il a multiplié les coups de fil avec son Premier ministre et le patron de son parti, Stéphane Séjourné. Il s'est penché aussi sur les investitures des candidats Renaissance. Quant au message de la campagne, pas de détail : « Il faut montrer que le vrai vote utile, c'est nous. »

Emmanuel Macron promettait un moment de « clarification », l'heure est à la décantation. Les estimations de la participation pour les élections législatives n'ont pas échappé au chef de l'Etat. Elle s'annonce très élevée, proche des niveaux de 1981 et de 1997. Le nombre de procurations progresse aussi fortement. « On voit que ça bouge. L'enjeu est de ramener chez nous des électeurs qui auraient pu partir ailleurs », souligne-t-on. Ce « bloc central, progressiste, démocrate et républicain » qu'Emmanuel Macron évoquait mercredi, lors de sa conférence de presse, pour justifier sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale. Seule sa mobilisation peut lui permettre de desserrer la tenaille des extrêmes qui se referme sur lui.

« Colère ». Alors il faut lui parler. L'effrayer même, pour le pousser aux urnes. Cela suppose un parti uni au combat. Mais la majorité ne digère pas, tout comme une partie des sympathisants d'Emmanuel Macron. « Cette décision a créé dans notre pays, dans le peuple français, partout, de l'inquiétude, de l'incompréhension, parfois même de la colère. C'est ce que je vois chez nos électeurs », observe le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire. Il n'est pas le seul. Dans la majorité, ça craque de partout. Pourtant, Emmanuel Macron est confiant.

Ce n'est pas la première fois qu'il lance un pari dont personne ne l'imagine sortir gagnant. Sa candidature en 2017. Sa majorité absolue obtenue dans la foulée. Son rebond inattendu aux élections européennes de 2019, après la crise des Gilets jaunes. Sa décision de déconfiner plus tôt que prévu, contre toutes les recommandations. Sa réélection en 2022... Emmanuel Macron en est persuadé, les élections législatives ne sont pas jouées. Autour de lui, on évoque le coup de poker du Premier ministre espagnol Pedro Sanchez. Après quatre élections perdues d'affilée face à la droite, il engageait la dissolution, et en sortait vainqueur.

François-Xavier Bourmaud
@fxbourmaud

A gauche, la purge des frondeurs de LFI, un héritage empoisonné

« LE SEUL AMI que l'on peut trahir en une nuit sans un SMS de préavis », c'était soi-disant lui, Jean-Luc Mélenchon. En tout cas en juin 2019 lorsque, abîmé par la séquence des perquisitions au siège de LFI, diminué par le mauvais score de Manon Aubry aux européennes (6,3%), le fondateur de La France insoumise s'était senti lâché par les siens.

Une trahison qui tombe tel un coup de poignard, c'est aussi ce qu'ont ressenti les compagnons de route historiques de Jean-Luc Mélenchon vendredi à 23 h 30 lorsqu'ils ont cherché leur nom dans la liste des candidats investis par LFI pour les législatives. En vain. Alexis Corbière, Raquel Garrido et Danielle Simonnet ont été évincés sans autre forme de procès, coupables d'avoir exposé leurs désaccords au grand jour. Jean-Luc Mélenchon a beau jurer « avoir jeté les rancœurs à la rivière » pour se hisser à la hauteur des circonstances, il suffit d'un rien pour qu'elles remontent à la surface du Nouveau Front populaire.

Cette nuit-là, les coups de fil s'enchaînent dans la salle à manger du couple Garrido-Corbière à Bagnolet. Avec Danielle Simonnet, Clémentine Autain et les autres, ils se repassent le film de 30 ans de vie commune : le temps de la « Gauche socialiste » à Solférino, les années de disette à travailler à la candidature de celui qu'ils continuent tous d'appeler « Jean-Luc », le choc de la disparition de leur ami François Delapierre en 2015, l'autre fils spirituel de l'insoumis, l'émotion ressentie après les 22% à la présidentielle de 2022. Où est-ce que l'histoire a déraillé ? Comment en est-on arrivé à ces « petits règlements de compte mesquins » ?

D'un coup de stylo rouge, la rupture est consommée. En Seine-Saint-Denis, les désormais « purgés de LFI » auront à se défaire des sicarios missionnés par Jean-Luc Mélenchon. Les profils ont fait l'objet d'un casting précis : à Bobigny et Drancy, c'est Aly Diouara, militant des quartiers à l'antisémitisme revendiqué qui viendra chasser sur les terres de Raquel Garrido. Au sud-ouest du département, Alexis Corbière fera campagne contre l'épouse de son ex-collègue député Arnaud Le Gall, l'urgentiste Sabrina Ali Benali. Et dans le XXe arrondissement, ce sera un duel au sommet entre Céline Verzeletti, transfuge de la CGT recrutée par LFI et Danielle Simonnet, devenue au fil des années l'ennemie jurée de Sophia Chikirou.

« Nuit des longs couteaux ». En châtiant ces trois-là, le pater familias a choisi d'enfermer « l'officialité médiatique » dans un récit délétère : il y aura « les pauvres frondeurs » face à « l'affreux Mélenchon », seul commanditaire de cette « nuit des longs couteaux ». « Cronos a choisi de dévorer ses enfants alors que l'espoir né à gauche peut constituer une véritable alternative à l'extrême droite qui menace d'arriver au pouvoir », regrette Charlotte Girard, l'épouse de François Delapierre, croisée ce

Derrière chaque provocation de l'insoumis en chef, un seul but : acculer les francs-tireurs, les piéger dans le campisme en forçant les non-alignés à faire allégeance

samedi dans le cortège anti-RN à Paris. Architecte du programme « l'Avenir en commun », elle est l'une des premières insoumises à avoir claqué la porte, en 2019, en dénonçant l'absence de démocratie interne. « On ne gouverne pas en caporalisant », martèle encore Clémentine Autain, cinq ans plus tard.

Jusqu'au dernier moment, la bande des quinquas aura tenté d'alerter sur une forme de dérive morale. Le 4 juin, à cinq jours de la dissolution, Danielle Simonnet réagit au dernier brûlot publié par Jean-Luc Mélenchon lors de la réunion du groupe à l'Assemblée : « Parler d'antisémitisme résiduel, ce n'est pas possible ». Son camarade Corbière embraye : « Comparer le ghetto de Varsovie au martyre de Gaza, c'était nécessaire ? » Silence glacial dans la salle. Les témoins gênés de la scène anticipent l'esclandre. « Je suis extrêmement choqué que vous vous fassiez ainsi les relais du discours dominant contre nous. “Résiduel”,



JÉRÉMY BOUILLARD

Clémentine Autain, **Danielle Simonnet** et **Alexis Corbière**, lors de la manifestation contre l'extrême droite à Paris, le 15 juin.

cela veut bien dire qu'il en reste », argue le lignard Paul Vannier, député du Val-d'Oise. C'en est trop pour Alexis Corbière qui prend ses affaires et quitte les lieux. « Mais Clémentine Autain a continué à leur faire la leçon, rapporte un député sous le sceau de l'anonymat. Elle leur a rappelé que sous la précédente législature, Jean-Luc Mélenchon s'opposait à ce que la moindre question d'actualité soit posée sur le conflit israélo-palestinien. »

Derrière chaque provocation de l'insoumis en chef, un seul but : acculer les francs-tireurs, les piéger dans le campisme en forçant les non-alignés à faire allégeance. « Il faut arrêter avec la mythologie de la vendetta, plaide ce collaborateur de LFI. Depuis deux ans, les frondeurs n'ont fait que nuire. Jean-Luc leur a accordé des petits privilèges qui leur ont permis de monter médiatiquement, de capitaliser sur une rente, de développer des mentalités d'apparatchiks. » Or, à LFI, « les investitures à vie n'existent pas » a rappelé Jean-Luc Mélenchon dans un entretien à *20 minutes*.

Jeu de massacre. Un nom résiste pourtant à l'épreuve du temps : celui d'Adrien Quatennens, réinvesti dans le Nord, en dépit de sa condamnation pour violences conjugales. Toute la journée de samedi, ce deux poids deux mesures a heurté les représentants du Nouveau Front populaire. « Vous préférez un homme qui frappe sa femme, auteur de violences conjugales, à des camarades qui ont l'impudence d'avoir un désaccord avec le grand chef », a condamné François Ruffin dans un tweet visionné plus de treize millions de fois. Ce n'était qu'un leurre : dimanche matin, le moine-soldat Adrien Quatennens a renoncé, considérant que sa candidature serait un poids inutile.

Dans la sphère insoumise, le linge sale se lave en famille. Dorénavant, le signal est clair : pour ceux qui voudront l'investiture de LFI, il faudra se soumettre ou se démettre. « Soit on laisse dériver LFI vers une organisation de type PS où chacun protège son château fort bien gardé, soit on repose les bases en rappelant à tout le monde que leur circonscription, ils la doivent à Jean-Luc Mélenchon et à personne d'autre », explique un membre de la garde rouge.

Dans un message adressé sur la boucle WhatsApp des alliés du Nouveau Front populaire, la cheffe des Ecologistes Marine Tondelier a bien tenté de demander des comptes à Manuel Bompard : « Vous me répondrez que c'est votre problème et votre droit. Mais c'est désormais notre problème à tous », lui a-t-elle écrit. Le coordinateur de LFI s'est montré très clair : que les écologistes, les socialistes et les communistes se tiennent à l'écart de ces histoires de famille s'ils ne veulent pas que cette campagne législative soit salie par les bisbilles. Le jeu de massacre débute dès ce lundi, à Montreuil, où Marine Tondelier, Olivier Faure et Fabien Roussel iront témoigner de leur soutien aux « purgés » lors d'un grand meeting en plein air.

Antoine Oberdorff
@A_Oberdorff

Nouveau Front populaire : le retour de l'argent magique

S'IL Y A BIEN UN POINT sur lequel La France insoumise a imposé ses vues au reste de ses partenaires du Front populaire, c'est bien sur le programme économique. Une sorte d'actualisation, certes un peu bridée, du « gouvernement par les besoins » de Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle 2022.

Un programme qui serait appliqué dans un contexte peu propice. Car la situation économique n'est plus la même. Le déficit public a grimpé à 5,5% du PIB en 2023. Avec une inflation en baisse, estimée autour de 2,5%, et des taux d'emprunt en hausse, ce niveau de déficit fait déjà mécaniquement augmenter la dette publique, laquelle a déjà bondi de 98% du PIB à 110% depuis 2019. Un rythme qui pourrait rapidement s'emballer avec le tombereau de dépenses publiques promis par l'alliance des partis de gauche. L'accumulation est telle qu'elle donne le tournis, dans un pays où les hausses de la consommation se traduisent par plus de croissance, mais surtout, plus d'importations…

Certaines mesures sont promises « dès les quinze premiers jours ». D'abord, l'abrogation de la réforme des retraites d'Emmanuel Macron. Facture pour les finances publiques : 17 milliards à l'horizon 2030, en intégrant l'augmentation de la population active et donc des cotisations qu'elle devait générer.

Le Front populaire promet également une hausse de 10% du point d'indice des fonctionnaires. Cela coûte 20 milliards par an, dont près de la moitié dès 2024. A cela, il faut ajouter un bond des aides au logement de 10%. Avec un budget APL actualisé de 17 milliards pour 2024, cela aboutit à une note de 1,7 milliard par an. Le Front populaire rajoute 1,4 milliard pour stopper la réduction de loyer assumée par les HLM pour leur locataire, à la suite d'une réforme du chef de l'Etat. Le minimum vieillesse, de 1 012 euros par mois, serait porté au niveau du seuil de pauvreté à plus de 1 200 euros.

D'autres promesses sont plus difficiles à chiffrer comme celle de « faire les premiers pas pour la gratuité intégrale de l'école » (cantine, fournitures, transports, activités périscolaires).

La hausse des prix du gaz prévue le 1er juillet serait annulée. Ce qui coûterait 2,7 milliards pour indemniser les fournisseurs, selon le chiffrage de Bercy

A terme, selon le chiffrage des macronistes, cela coûterait 8 milliards.

Dès les quinze premiers jours, le Front populaire risque de déclencher une crise majeure en Europe, en refusant les règles budgétaires communes, ce qui revient à présenter la facture de sa politique aux Européens.

Dans les cent premiers jours, l'union de la gauche prétend aussi augmenter l'allocation aux adultes handicapés. Elle serait alignée sur un nouveau smic à 1 600 euros net. Noble cause, évidemment. L'allocation gonflerait de quasiment 600 euros par mois. Sur la base des 15,3 milliards de crédits pour 2024, cela donne une augmentation d'environ 9 milliards.

Liste à la Prévert. La hausse des prix du gaz prévue le 1er juillet serait annulée. Ce qui coûterait 2,7 milliards pour indemniser les fournisseurs, selon le chiffrage de Bercy.

Le Front de la gauche entend aussi instaurer une « garantie d'autonomie » pour compléter le revenu des ménages sous le seuil de pauvreté (60% du revenu médian) à partir de 18 ans. Ce qui revient à distribuer 1 158 euros pour une personne seule sans ressource plutôt que le RSA. A cela, il faut ajouter des investissements massifs dans la transition écologique. LFI prétend encore augmenter le financement de l'Education nationale pour faire tomber le nombre moyen d'élèves par classe à 19.

Impossible de passer en revue la liste à la Prévert des dépenses prévues pour « les mois suivants », tant il y en a. La fondation Jean-Jaurès travaille à un chiffrage du programme. Parmi les mesures phares, on retiendra le retour de la retraite à 60 ans. Mais beaucoup partiront tout de même après, car il n'a jamais été question de faire sauter une durée de cotisation minimale que le Front populaire se garde bien de préciser. Selon le programme LFI de 2022, elle serait abaissée de 43 à 40 ans. Un gouffre financier. « A 40 ans de cotisations, moi, je pose la question : qui finance ?, avait lancé l'ex-secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, en 2022. Je suis dans une organisation qui s'est suffisamment battue pour l'équilibre des retraites - parce que la répartition c'est notre trésor - pour ne pas foutre tout ça en l'air. » Selon les calculs réalisés en 2022 par Henri Sterdyniak, un Economiste atterré, il

Un tel programme est fondé sur l'idée que tout euro dépensé va générer plus de création de richesses – c'est ce qu'on appelle le multiplicateur keynésien – grâce à la stimulation de la « consommation populaire »

faudrait augmenter le taux de cotisation retraite de… 3,8 points pour équilibrer le système. Le Front populaire assume 1,25 point par an au bout de cinq ans…

Ajoutons le bond du budget de la Culture, actuellement de 4 milliards, à 1% du PIB. Ce qui voudrait dire une hausse de… 27 milliards.

En face, le Front populaire a bien prévu des recettes, avec un choc fiscal sans précédent sur les Français riches, mais non chiffré. Il est toutefois possible de se faire une idée de son ampleur en se référant au programme de LFI de 2022. L'impôt sur le revenu, dont 70% sont déjà payés par 10% de la population, sera augmenté et plus progressif avec 14 tranches. La CSG deviendrait, elle aussi, progressive alors que les charges sociales sont déjà largement déplafonnées en France. De quoi désinciter les cadres à travailler autant. Ces mesures feraient entrer 5 milliards.

Bond du smic. L'impôt sur la fortune, quant à lui, serait rétabli et augmenté. Toujours selon le programme LFI, cela doit rapporter 10 milliards par an. Les revenus du capital seraient à nouveau taxés comme le travail pour 1,8 milliard. Le Front populaire promet, au passage, de supprimer les niches fiscales « inefficaces, injustes et polluantes ». LFI avait chiffré cette mesure à… 54 milliards. L'impôt sur l'héritage serait renforcé et un « héritage maximum » instauré, sans que le plafond soit précisé. Il avait été fixé à 12 millions d'euros par LFI, ce qui permettait de faire rentrer 17 milliards. On peut ainsi chiffrer l'intégralité des recettes liées à ce choc fiscal à quasiment 88 milliards ! Pour couronner le tout, le Font populaire prétend imposer aux entreprises un bond du smic à 1 600 euros net, contre 1 398 euros actuellement. Alors qu'il est déjà indexé sur l'inflation. Une hausse importante du coût du travail, exacerbé par la réindexation de tous les salaires sur l'inflation.

Un tel programme est fondé sur l'idée que tout euro dépensé va générer plus de création de richesses - c'est ce qu'on appelle le multiplicateur keynésien - grâce à la stimulation de la « consommation populaire ». Jean-Luc Mélenchon l'expliquait en 2022 : « Un euro de l'Etat n'est pas dissous dans le sol ou évaporé, il est reparti dans le tuyau et produit un plus gros euro que lui. »

Sauf que pour afficher un solde budgétaire positif avec toutes ses mesures, le leader insoumis avait été obligé de bidouiller le montant des « multiplicateurs » retenus dans son programme soi-disant passé au tamis d'un modèle économétrique de la Banque de France. « Tous les politiques, sans exception, rêvent d'un multiplicateur keynésien élevé, qui permettrait d'éviter l'accroissement de la dette quand ils augmentent les dépenses ou baissent les impôts », ironisait en 2022 une source impliquée dans la politique économique de la France.

Certains, dans l'entourage de Mélenchon lui-même, se montraient prudents sur cette gigantesque expérimentation. « La consommation des ménages va augmenter, et il y a le risque qu'ils importent davantage, ce qui nous rendrait encore plus dépendants de certains marchés internationaux et de certaines multinationales », reconnaissait Aurélie Trouvé, députée mélenchoniste sortante. « Cette relance implique de repenser nos échanges commerciaux », expliquait-elle. Compatible avec les règles de l'UE ?

Marc Vignaud
@mvignaud

La démagogie et le mensonge : ni le Rassemblement national ni la Nupes n'appliqueront leur programme

Comment se fait-il que les deux partis désormais dominants en France, le Rassemblement national et la Nupes, présentent des programmes économiques aussi dingues ? Ils ne proposent pas seulement des mesures pour améliorer « le pouvoir d'achat », puisqu'ils jugent, contrairement d'ailleurs aux chiffres de l'Insee, que tel serait le besoin premier des Français. Ils annoncent, en laissant bouche bée tous ceux qui ont suivi l'histoire économique récente du pays, des listes de cadeaux bibliques, dignes des rois mages.

Entre autres, le RN augmente les salaires de 10%, abaisse la TVA sur l'énergie, ramène les retraites à 62 ans, supprime l'impôt sur le revenu avant trente ans et offre un prêt de 100 000 euros à tout le monde. La Nupes fait encore beaucoup mieux dans la démagogie avec le blocage des prix, une indexation des salaires sur l'inflation, un smic à 1 600 euros, une augmentation de salaire de 10% pour les fonctionnaires, la gratuité de l'école, douze milliards pour les jeunes et la retraite à 60 ans.

Les rois mages avaient de l'or, les partis extrémistes n'en ont pas. Le coût des promesses est estimé à plus de 100 milliards d'euros pour le RN avec, en face, des recettes non documentées. Il serait de 250 à 290 milliards d'euros pour la Nupes avec en regard des nouvelles recettes par des impôts d'un maximum de 50 milliards, sauf si elle augmente les charges sociales sur les entreprises.

Comment est-il encore possible, en 2024, de raconter des fables économiques, après avoir vu l'échec du programme Mitterrand 1981 débouchant sur le tournant de la rigueur, après avoir vu le grec Alexis Tsipras devoir faire pareil en 2015, et Georgia Meloni renoncer à toutes ses promesses en 2022 ? Comment est-ce possible, après avoir constaté que les virages vers l'orthodoxie ont tous été finalement très bénéfiques pour leurs pays respectifs ? Comment est-ce possible que des partis en France persistent, une nouvelle fois, à ignorer complètement la question de la production pour ne parler que de distribution, de « social » ? Comment la Nupes, qui nous propose un schéma économique communiste, peut, après le drame de l'URSS, la faillite de Cuba et du Venezuela, croire encore que le marché n'est rien et l'Etat est tout ? D'où vient ce double et sidérant aveuglement français ?

Incompétence. La première réponse vient, pour ce qui est du RN, de l'incompétence. Ce parti se veut anti-élite, il n'a, en conséquence, jamais accueilli aucun membre de l'élite. Il est, pour les diplômés, un repoussoir. Le parti peut prétendre le contraire, mais il ne dispose d'aucun expert incontestable en éducation, en santé, en transports, en sciences, en commerce, en économie et, d'une façon étendue, dans toutes les fonctions étatiques. A la direction du RN, seule comptait la question de l'immigration, les promesses économiques ne servaient qu'à meubler l'illusion, et puis le RN était loin du pouvoir. Jordan Bardella, à ses portes, vient manifestement de découvrir le vide total, on imagine son angoisse le soir en se couchant. La faiblesse étant humaine, des ralliés de dernière heure vont venir à la soupe, mais ce ne seront pas les meilleurs. Marine Le Pen et Jordan Bardella devront s'en méfier.

> *« L'heure est au succès des partis populistes, leur travail de sape intellectuelle et politique a payé. Leur démagogie triomphe »*

Pour la Nupes, le constat est différent. Cette alliance de la gauche est sous la coupe intellectuelle totale de LFI pour deux raisons. La première est historique. L'extrême gauche a toujours dominé la pensée de gauche depuis un siècle, sauf à de rares exceptions près, sous la force morale de « la bonne conscience » : l'extrême gauche refuse les compromissions, elle est « pure », tandis que la social-démocratie se fait rouler par le grand capital et elle trahit toujours. Cette domination idéologique extrémiste ne s'applique pas qu'à l'économie, on la voit aussi en matière de politique internationale. Le PS et les écologistes se sont contentés de formules alambiquées sur le Hamas (le texte de la Nupes ne reconnaît toujours pas que c'est un groupe terroriste, il se contente de dire que le 7 octobre était « une attaque terroriste »). Nombre de nouveaux candidats LFI sont des véritables antisémites, les élus PS et Verts ravaleront leur honneur en siégeant à l'Assemblée côte à côte avec ces drôles d'amis.

La seconde raison de la domination de LFI est prosaïque : quand on observe le parcours du Labour britannique, qui est sorti du radicalisme pour s'inspirer du « post-libéralisme » de Joe Biden, on se dit que le PS français n'a tout simplement pas travaillé. La direction actuelle du parti n'a rien fait, rien du tout, pour sortir de l'emprise intellectuelle de l'ultra-gauche. Il faut dire que la tâche est difficile : en France comme aux Etats-Unis, l'ensemble des sciences sociales, sociologie, économie, histoire, est désormais truffé d'enseignants et de chercheurs qui ne conduisent pas des travaux académiques mais mènent des combats idéologiques à l'image de leur idole à tous, Thomas Piketty.

JEAN-FRANÇOIS PAGA

Défausse. Sur quoi va déboucher, le 8 juillet, cette double dinguerie économique ? Jordan Bardella a commencé à replier le programme. Il ne conserve que deux mesures, mais on peut parier qu'il ne les appliquera que très partiellement, s'il atteint Matignon. Ses excuses ne manqueront pas : l'état désastreux des finances, l'Europe, Macron à l'Elysée…

Toute cette défausse sera sans doute gobée par l'opinion, qui mettra très longtemps à admettre, si elle l'admet un jour, que le RN est vide. En attendant, la France n'est pas l'Italie, l'Etat y est central. Le Pen seule n'est pas Meloni accompagnée de Mario Draghi. Autrement dit, un reniement programmatique complet du RN aura quand même des conséquences désastreuses sur les taux, sur les investisseurs et les chefs d'entreprise. La Nupes fera un pareil reniement, un nouveau 1982. La seule différence avec le RN est qu'avant son propre demi-tour, inévitable, elle offrira au peuple quelques mesures « symboliques » au coût faramineux. Mais le virage orthodoxe est écrit. Le surgissement de François Hollande augure de ce scénario à la Tsipras, avec une explosion de l'alliance et la réémergence d'une gauche sociale-démocrate.

Toute cette crise politique pour en venir très vite à un abandon en rase campagne ? Oui. Mais nous n'y sommes pas. L'heure est au succès des partis populistes, leur travail de sape intellectuelle et politique a payé. Leur démagogie triomphe. Et ils vont plonger le pays dans le chaos. On voit déjà leur échec et la découverte que Le Pen et Mélenchon sont des chimères. Mais la France va prendre un sale coup.

Eric Le Boucher
@EricLeBoucher

La main invisible

La concurrence entre religions et plateformes numériques

La chronique de Bertrand Jacquillat



L'assimilation des religions à des plateformes ne doit pas offusquer le lecteur. L'analogie du profane avec le sacré n'est introduite que pour mieux appréhender, dans toutes ses dimensions, la nature des religions et leur évolution. Aussi, il peut paraître iconoclaste de soumettre l'espace religieux à l'analyse économique. Les religions, pourtant, s'y prêtent, du fait qu'elles partagent certaines des caractéristiques des organisations séculaires et bénéficient d'une puissance financière indéniable.

Les organisations religieuses étant exonérées d'impôts, et n'ayant pas d'obligation déclarative de nature comptable, leur opacité est grande. Certes, on a bien l'intuition de l'importance des ressources et du patrimoine de l'Eglise catholique et du Vatican, mais sans bien pouvoir les chiffrer. Selon une étude récente rapportée par Paul Seabright, professeur à la Toulouse School of Economics, dans son récent opus *The Divine Economy*, les organisations américaines à but non lucratif ayant de près ou de loin un objet religieux avaient dégagé, en 2016, un revenu de 378 milliards de dollars, soit l'équivalent du chiffre d'affaires des deux plus importantes entreprises mondiales réunies, Apple et Microsoft. Dieu est grand, mais ses revenus annuels et son patrimoine le sont presque tout autant!

Satisfaction. D'autres éléments que les ressources financières permettent de poursuivre l'analogie entre l'économie et les religions. Celles-ci offrent un produit (le salut par exemple), ont des réseaux étendus de fournisseurs, de prestataires, d'intervenants (les prêtres, les imams, etc.) Elles disposent par ailleurs d'un bon réseau de distribution au travers de leurs édifices religieux, églises, mosquées, synagogues, temples, etc. Ce ne sont pas seulement des biens de toute sorte qui se déplacent sur les routes commerciales, mais les idées, les maladies, les religions aussi. Le réseau des voies romaines facilita la contagion de la peste à l'Europe entière pendant la période de l'Antiquité tardive, en même temps

> *« L'omniprésence des plateformes dans le monde d'aujourd'hui ne doit pas occulter le fait qu'elles existaient sous des formes prédigitales depuis la nuit des temps, avec leurs rites et leurs instruments »*

que l'extension de la chrétienté. Les routes de la soie développées par la Chine depuis une dizaine d'années poursuivent les mêmes objectifs de conquête et d'influence.

Mais les mouvements religieux constituent une espèce particulière, qui a un équivalent contemporain avec les plateformes digitales. Les plateformes séculaires ont toujours existé, mais elles se sont transformées avec les avancées technologiques. Les plateformes sont des organisations qui facilitent l'établissement de relations qui ne pourraient se former efficacement en leur absence. Elles sont de toute sorte et de toute taille, aussi petites que les marchés de village d'autrefois. Leur omniprésence dans le monde d'aujourd'hui ne doit pas occulter le fait qu'elles existaient sous des formes prédigitales depuis la nuit des temps, avec leurs rites et leurs instruments, la voie, la poignée de mains, le couteau, la fourchette, le verre à boire. Elles avaient leurs spécialistes, l'entremetteur pour les mariages, le marchand-voyageur pour le commerce des denrées lointaines, l'écrivain public pour aider les analphabètes à se plier aux formalités administratives, l'intermédiaire pour trouver des acheteurs aux agriculteurs et aux artisans.

Au XXIe siècle, le terme de plateforme se réfère à l'univers du digital, avec ses moteurs de recherche, ses réseaux sociaux, ses applications sur téléphone mobile pour l'achat de toutes sortes de services et de biens physiques. Ces plateformes séculaires empiètent sur certaines activités des religions. Celles-ci représentent un espace performant pour la satisfaction des besoins personnels et collectifs des individus, en les articulant avec ceux des autres au travers d'une communauté religieuse. La religiosité ne recouvre pas un trait psychologique particulier, mais un bouquet de traits psychologiques qui n'ont pas grand-chose en commun.

Confiance. Historiquement, les activités religieuses ont représenté aussi bien des activités très pacifiques, comme la prière et la méditation, que des activités violentes, comme les croisades ou le jihad. Leur développement s'explique par le sens qu'elles donnent à la vie de leurs membres, notamment via des activités collectives, mieux que ne peuvent le faire des activités séculaires. Certaines organisations ou institutions séculaires peuvent y prétendre, comme les partis politiques et les syndicats traditionnels – avec l'archétype que représente le Parti communiste français de

> *« Les institutions séculaires n'ont pas une profondeur historique et une tradition suffisantes pour nourrir un narratif d'une richesse comparable à celle des organisations religieuses »*

l'après-guerre. Mais les institutions séculaires n'ont pas une profondeur historique et une tradition suffisantes pour nourrir un narratif d'une richesse comparable à celle des organisations religieuses, ce qui donne à ces dernières un avantage concurrentiel indéniable.

Il existe donc des divergences entre les religions, considérées comme des plateformes, et les plateformes séculaires. Elles découlent du fait que les communautés religieuses sont articulées autour de la foi religieuse de leurs membres, des rapports que ceux-ci entretiennent collectivement avec un ou plusieurs de leurs dieux, ce qui n'est pas le cas des plateformes séculaires. Cet environnement de valeurs partagées agit comme un passeport de reconnaissance et de crédibilité, qui crée un lien particulier entre leurs membres, permettant à ceux-ci de s'échanger d'autres services en toute confiance.

Les différentes religions ont connu des évolutions particulières. Les facteurs qui expliquent leur schisme sont les mêmes que pour toute organisation séculaire ou entreprise, et tournent autour de questions de mission, d'objectifs, de stratégie, de structure, de message. Les progrès technologiques entraînent des rivalités entre les plateformes séculaires et les religions. Ils accroissent par ailleurs la concurrence entre elles, du fait qu'ils contribuent à la diminution des coûts de transport et de communication, ce qui facilite les transferts d'individus d'une religion à l'autre.

En définitive, ceci amène à deux questions. La première concerne l'Eglise catholique. Malgré le ciment que représente la papauté, une institution aussi grande peut-elle survivre dans le monde d'aujourd'hui, ou bien connaîtra-t-elle un nouveau schisme? La deuxième concerne les régimes autoritaires. Les messages religieux autoritaires peuvent-ils survivre dans un monde de plus en plus instruit, où la fécondité féminine diminue, et où les femmes s'émancipent de plus en plus? La technologie a entraîné une certaine rivalité entre les plateformes numériques et les religions. Elle a aussi accentué la concurrence entre ces dernières.

Bertrand Jacquillat est vice-président du Cercle des économistes et senior advisor de Tiepolo.

SIPA PRESS

Retrouvez **toutes nos chroniques** sur lopinion.fr

Lors du sommet pour la paix en Suisse, les Occidentaux ont réaffiché leur soutien à Kiev, quand le Sud global est plus mesuré

Guerre en Ukraine: Zelensky face à la fracture Nord-Sud

Diplomatie

Dimanche, la Russie a revendiqué la conquête d'un village dans le sud-est de l'Ukraine, poursuivant sa lente progression sur le front. Une annonce faite alors que s'achevait un sommet pour la paix en Ukraine organisé en Suisse, **en présence de Volodymyr Zelensky et des dirigeants et hauts responsables de plus de 90 pays.** Les Occidentaux ont appelé à ne pas capituler devant les exigences de Moscou, qui appelle à la reddition ukrainienne, pour parvenir à une paix durable.

Pascal Airault



SIPA PRESS

Dans la déclaration finale du sommet, **Volodymyr Zelensky** a obtenu, entre autres, la reconnaissance de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

SON ARMÉE est malmenée militairement sur le front, sa popularité s'effrite, mais Volodymyr Zelensky garde toute sa capacité d'action diplomatique. La double séquence de cette semaine – sommet du G7 en Italie et sommet pour la paix en Suisse – a vu tous ses principaux alliés lui réaffirmer leur soutien. A Fasano, en Italie, les dirigeants du groupe des sept ont approuvé le principe d'un prêt de 50 milliards de dollars (46,5 milliards d'euros) à son pays. Le remboursement sera assuré grâce aux intérêts générés par les avoirs russes gelés (300 milliards) après l'invasion du pays par Moscou.

A Obbürgen, près de Lucerne, en Suisse, Kamala Harris, la vice-présidente américaine, a annoncé une nouvelle aide de 1,5 milliard de dollars. Olaf Scholz a pris personnellement le soin de répondre à Vladimir Poutine, qui conditionne sa participation à d'éventuels pourparlers de paix à une reddition pure et simple de Kiev, dénonçant l'impérialisme russe.

« Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas d'une paix dictée, mais d'une paix juste et équitable qui tienne compte de l'intégrité et de la souveraineté de l'Ukraine », a rétorqué le chancelier allemand. Dans la déclaration finale du sommet pour la paix, le président ukrainien a obtenu la reconnaissance de cette intégrité en plus de la nécessité d'échanger les prisonniers, de faciliter le retour des enfants ukrainiens, de circuler librement en mer Noire afin de permettre les exportations de céréales et de protéger les centrales nucléaires des combats.

Isolement. Les 90 délégations étrangères réunies en Suisse ont néanmoins manifesté un appui à l'Ukraine à géométrie très variable. Si les Occidentaux affichent un soutien assez indéfectible, les pays du Sud global beaucoup moins, à l'instar de la Chine, qui n'a même pas envoyé de représentant. L'envoyé chinois pour la guerre russo-ukrainienne, Li Hui, s'était pourtant rendu à une rencontre consacrée à la paix en Ukraine à Djeddah, en août 2023.

Jusqu'au bout, Volodymyr Zelensky a tenté d'obtenir une participation chinoise, en dépêchant à Pékin son vice-ministre des Affaires étrangères, le 5 juin. En vain. Le président ukrainien s'est aussi rendu personnellement à Singapour, aux Philippines et au Qatar en début de mois. Mais les pays asiatiques et africains ont été moins représentés que ceux de l'Europe et des Amériques. Le Brésil comme l'Arabie saoudite, autres membres des Brics,

> *« Des négociations significatives qui pourraient véritablement mettre fin au conflit restent hors de portée »*

veulent établir d'autres paramètres de négociation, plus favorables aux intérêts russes. Ce qui, in fine, devrait entériner les conquêtes territoriales déjà acquises pas l'armée du Kremlin. Comme la Turquie et le Kenya, ils ont déploré la non-invitation de la Russie en Suisse.

« Si la Chine veut un partenariat avec l'Union européenne, elle ne peut s'en tenir à jouer diplomatiquement une position d'équilibre sur le dossier de la guerre en Ukraine », confie un décideur européen. Les pays du Sud ne voulaient tout simplement pas participer à une opération d'isolement de leur partenaire russe sous couvert de recherche de la paix.

En Suisse, le ministre saoudien des Affaires étrangères, Faisal bin Farhan Al Saud, a stupéfié le président ukrainien et les dirigeants occidentaux par son franc-parler, affirmant qu'il ne pouvait y avoir de négociations de paix sans la Russie. Les positions des uns et des autres n'ont, en réalité, guère bougé. Des pays comme l'Afrique du Sud et l'Inde avaient déjà hésité à voter pour condamner la Russie à l'Assemblée générale des Nations unies, tout en se montrant disposés à s'engager dans des consultations fermées entre les belligérants.

« Des négociations significatives qui pourraient véritablement mettre fin à la guerre dévastatrice en Ukraine restent hors de portée, car Kiev et Moscou s'en tiennent à des théories de victoire qui reviennent à survivre l'une à l'autre, assurent les experts de Crisis Group, l'ONG de prévention des conflits. Mais l'Ukraine se trouvait avant cette semaine en difficulté, tant sur le front que sur la scène diplomatique. » Kiev déploie en effet beaucoup d'énergie pour stabiliser le front à l'est face à la poussée russe et doit faire dans un contexte de réticences militaires de ses soutiens occidentaux, qui ne veulent pas être entraînés dans un conflit direct avec Moscou.

Du côté occidental, on reconnaît d'ailleurs que la lenteur du déblocage de l'aide a pénalisé l'armée ukrainienne. Mais on pense que les efforts actuels vont permettre de figer le front en attendant des jours meilleurs. Et surtout on se persuade d'avoir adopté la bonne stratégie à terme.

Ambiguïté stratégique. « Les pays du Sud n'ont pas le même niveau de soutien affiché à l'Ukraine, estime le décideur européen. Mais l'Inde ne fait pas de cadeaux à la Russie: elle paye son pétrole en roupies, contrairement au souhait de Moscou. Les banques chinoises dérisquent leurs opérations dans le pays et celles du Moyen-Orient sont très prudentes pour des raisons de compliance. Ce qui réduit Moscou à faire du troc. La Russie fait aussi face à une perte d'investissements directs étrangers et à la fuite des cerveaux. » Le Kremlin bat en brèche tous ces signes de fragilisation et se targue d'avoir 3,2% de croissance en 2024, après 3,6% l'année dernière.

La prochaine séquence de soutien à l'Ukraine sera le sommet de l'Otan, en juillet. Les membres de l'alliance transatlantique ne devraient pas proposer à Kiev de rejoindre leur club mais jouer l'ambiguïté stratégique. En marge du G7, les Etats-Unis et le Japon ont signé un accord bilatéral de sécurité d'une durée de dix ans avec Kiev. Selon Volodymyr Zelensky, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse conjointe avec Joe Biden, cet accord ouvre pourtant la voie à l'intégration de l'Ukraine dans l'Otan.

Le but de la manœuvre consiste à envoyer un message à Vladimir Poutine: montrer que l'Ukraine n'est pas seule dans son combat et que le président russe doit compter avec les Occidentaux dans ses aventures guerrières. Mais, derrière la surenchère politique, beaucoup à Washington, Paris, Berlin ou Bruxelles, aimeraient mettre fin à ce conflit coûteux et déstabilisateur. « Il faudra trouver à un moment un déclencheur d'une négociation utile avec la Russie, conclut le représentant d'un pays de l'UE. Ce sera à l'Ukraine de le décider. Notre objectif est de permettre à Zelensky de le faire en position en force. »

@P_Airault

Pour peser à Strasbourg après leur recul aux élections, les écologistes veulent rentrer dans la prochaine majorité. Mais ils ont acquis une réputation d'opposants peu disposés au compromis

Au Parlement européen, les Verts font les yeux doux au centre droit

Réchauffement

Les Verts européens ne font pas encore partie des discussions avec les trois principaux partis du centre pour reformer une majorité au Parlement. Lors des élections, ils sont passés de 71 à 52 sièges, et donc de la quatrième à la sixième place, doublés par les souverainistes et les nationalistes.

Jade Grandin de l'Eprevier (à Bruxelles)

COMME LORSQU'UN AMANT jadis infidèle revient toquer à la porte, le ton est plus chaleureux. « Je félicite Ursula von der Leyen, sa très bonne campagne et ses résultats, a déclaré, le soir des élections du 9 juin, la co-tête de liste des Verts européens, Bas Eickhout. Elle est arrivée première et cela veut dire quelque chose pour le processus qui suit. Nous avons vu la candidate du Parti populaire européen (PPE) gagner les élections. » Pour la suite, « les Verts assumeront un rôle responsable et constructif, a-t-il aussitôt promis. Les défis sont trop grands pour les jeux politiques ».

Depuis leur échec électoral, les écolos européens font les yeux doux à leurs ex-adversaires – avec qui la colocation s'était détériorée cette dernière année. Le discours était bien différent, fin avril à Maastricht, lors d'un débat entre candidats à la présidence de la Commission européenne. « Von der Leyen avait promis que le pacte vert européen serait l'équivalent des "premiers pas sur la Lune" pour l'Europe. Mais, maintenant, elle propose de s'arrêter à la moitié du chemin », déplorait Bas Eickhout.

Quel philtre d'amour explique ce revirement ? L'eurodéputé néerlandais l'a reconnu ce mercredi en point presse au Parlement européen : numériquement, les « Verts ont perdu » les élections, surtout en France et en Allemagne – il se félicite en revanche des résultats encourageants en Europe du Nord, de l'Est et du Sud. Passé de 71 à 52 sièges, leur groupe dégringole de la quatrième à la sixième place au Parlement européen, derrière les souverainistes d'ECR et les nationalistes d'Identité et démocratie (ID).

A contrario, les trois grands partis centraux, le PPE, les Socialistes et démocrates (S&D) et les libéraux (Renew) totalisent 406 sièges, soit environ quarante de plus que la majorité absolue (361 voix). Et si le PPE veut faire voter une loi plus à droite, il peut compter avec ECR (77 élus), ID (58) et la centaine d'eurodéputés non-inscrits ou nouvellement élus. Durant la campagne, Ursula von der Leyen a exclu toute collaboration avec ID, mais expliqué que, pour ECR, « cela dépend beaucoup de la composition du Parlement, et de qui est dans quel groupe ».

« Maximalistes ». Les Verts veulent tirer le PPE vers eux en entrant dans la majorité officielle qui va se former, là où ils étaient restés dans l'opposition en 2019. « Nous ne savions pas qu'il y aurait le coronavirus ou la guerre en Ukraine, mais nous savons que les cinq prochaines années nécessitent une majorité stable au Parlement européen, justifie Bas Eickhout. Le seul moyen de créer une majorité pro-européenne, pro-démocratie et pro-Ukraine est avec les quatre partis », insiste-t-il en reprenant le trio de mots martelé par Ursula von der Leyen et Manfred Weber (président du PPE) durant la campagne.

Mais côté PPE, on n'entend pas discuter dès maintenant avec les Verts. Large vainqueur des élections, le parti préfère négocier d'abord avec les socialistes et les libéraux sur la base de son programme. Si cela convient aux Verts, ils pourront ensuite rejoindre la discussion. La famille de centre droit a mal digéré le vote des écolos contre de nombreux compromis importants comme le pacte asile-immigration, la réforme des règles budgétaires, le financement des investissements de défense… « Ils n'étaient pas fiables depuis cinq ans, résume Arnaud Danjean, vice-président (LR) du PPE. Ils sont la plupart du temps maximalistes, et inconscients des rapports de force. Ils voulaient être parties prenantes aux discussions, alors ils arrivaient à la table avec leurs positions, mais souvent ils ne voulaient céder sur rien et refusaient tout compromis. »



SIPA PRESS

L'Allemande **Terry Reintke**, et le Néerlandais **Bas Eickhout**, têtes de liste des Verts européens.

L'exemple typique est celui des migrations, un thème majeur pour les Verts, très investis sur les libertés civiles, la justice et les affaires intérieures. Damien Carême, qui a accueilli des migrants à Grande-Synthe lorsqu'il en était maire, et la néerlandaise Tineke Strik, se sont beaucoup engagés sur le pacte asile immigration.

Fabienne Keller, de Renew, était co-rapporteuse du texte. « Nous avons travaillé étroitement et avec respect mutuel durant les deux premières années de négociations, se rappelle-t-elle. Les Verts ont beaucoup contribué aux niveaux politique et technique. Mais nous avons constaté une distanciation et une radicalisation croissantes de leur part aux dernières étapes ». Lorsqu'il a fallu voter les mandats de négociation du Parlement, les Verts n'ont soutenu qu'une minorité de textes, et sur le paquet final, ils ont voté contre. « J'ai senti un groupe qui ne voulait pas d'accord, et qui a préféré le statu quo actuel, une situation intenable et inhumaine, à un accord quasi historique entre le Parlement et le Conseil, certes imparfait, mais avec des avancées considérables, comme le nouveau mécanisme de solidarité obligatoire ou l'aide juridique gratuite dès le début de la procédure », ajoute Fabienne Keller.

« Priorités ». Qu'est-ce qui garantit aux autres groupes que les Verts seront plus fiables désormais ? « Nous sommes prêts au compromis, nous sommes des politiciens pragmatiques, a assuré Terry Reintke, co-tête de liste, au Parlement européen mercredi. Nous sommes au gouvernement dans plusieurs Etats membres et cela devrait être un gage de confiance suffisant », ajoute l'Allemande, qui souligne avoir négocié pour des coalitions à échelle fédérale comme régionale dans son pays. « Nous savons que nous n'obtiendrons pas 100% de ce qui était dans le programme des Verts », reconnaît-elle. Les lignes rouges du groupe restent secrètes pour l'instant.

« Sur les trois priorités de la Commission européenne précédente, le pacte vert, la numérisation et les affaires étrangères, nous avons rempli nos engagements, insiste Bas Eikhout. On ne peut pas en dire autant des votes d'ECR. » Pour achever de séduire le centre droit, les écolos se dotent désormais d'un discours pro entreprises, expliquant que leur priorité en matière de politique environnementale est de doter l'Europe d'une stratégie industrielle. « La Chine et les Etats-Unis montent d'un cran sur l'innovation verte, a expliqué Bas Eickhout le 9 juin. La plus grosse erreur serait d'abandonner le pacte vert, aussi pour nos entreprises, qui veulent de la stabilité et de la clarté. Energie, infrastructures, ressources naturelles, automobile, investissement… Le futur de notre industrie devrait unir les partis pro-européens du centre. »

@JadeGrandin X

Dans leur campagne pour les législatives, les Libéraux-démocrates font le pari d'une approche très locale, ciblant les conservateurs

Au Royaume-Uni, comment les Lib Dems veulent se démarquer

Trou de souris

Quatrièmes des sondages, **les Lib Dems concentrent leurs efforts sur 70 à 100 circonscriptions** dans un scrutin uninominal majoritaire à un tour favorisant le bipartisme.

Chloé Goudenhooft (à Londres)

LES LIBÉRAUX-DÉMOCRATES ont du mal à exister dans la campagne des législatives britanniques, qui se tiendront le 4 juillet. Dans les sondages, ils recueillent de 10% à 15% des intentions de vote, derrière le Labour (37%), Reform UK (19%), mais plus si loin des conservateurs au pouvoir, tombés à 18%. Edward Davey, leur chef depuis 2020, semble pourtant mener campagne dans un monde parallèle : accrobranches, paddle et autres parcours du combattant emplissent ses journées depuis l'annonce du scrutin. Mais, le parti fait surtout preuve de pragmatisme.

Après le désastre de la coalition avec les conservateurs en 2010, le nombre de sièges Lib Dems s'effondre (de 57 à 8) en 2015. Deux ans plus tard, au cœur des débats sur le Brexit, le parti est le seul à soutenir un second référendum incluant l'option de rester dans l'UE. Mais eu lieu de rassembler les pro-européens, il n'obtient que douze sièges. « Le Labour de Jeremy Corbyn les a présentés comme des Tories jaunes, la couleur du parti. Les électeurs travaillistes qui auraient pu tactiquement les soutenir ne l'ont pas fait », explique David Cutts, professeur en sciences politiques à l'Université de Birmingham.

En 2019, les Lib Dems s'obstinent à mener une campagne pour la « révocation du Brexit » et se retrouvent avec onze élus aux Communes. Mais leurs suffrages passent de 7,4% à 11,6%. « Si ce n'est pas une réussite en termes de sièges, ils ont créé une base respectable pour l'élection à venir », estime Anand Menon, politologue et directeur de l'institut UK in a Changing Europe.

« Blue wall ». Ils en tirent également une leçon : ils ne gagneront pas de siège en menant une campagne nationale. « Tous leurs efforts sont désormais axés sur les 70 à 100 sièges où ils étaient en deuxième position », confirme Robert Ford, professeur en sciences politiques à l'université de Manchester.

Selon David Cutts, ils visent en priorité deux zones. D'abord le « Blue wall », les bastions Tories, où les changements démographiques ont rendu les sièges plus vulnérables, avec l'arrivée de jeunes actifs. « Les autres circonscriptions concernent celles où ils ont obtenu de bons résultats par le passé, sur la côte sud et le sud-ouest », précise le professeur.

Les Lib Dems essaient par ailleurs d'éviter leur autre erreur des dernières élections – se positionner à équidistance des Tories et du Labour – et ciblent l'action du gouvernement. Le message anti-conservateur est tel que le parti se retrouve parfois à gauche du Labour. Pour autant, les Lib Dems n'abandonnent pas leur titre de parti le plus pro-européen. « Ils veulent réintégrer le marché unique, mais sans revenir sur le Brexit, souligne David Cutts. Cela devrait jouer en leur faveur. » Mais, dans un pays où les législatives se déroulent au scrutin uninominal majoritaire à un tour, les Lib Dems souffriront toujours du poids du « vote utile ». « Dans les circonscriptions où les travaillistes sont deuxièmes derrière les conservateurs, leurs soutiens sont susceptibles de voter pour le Labour afin de battre les Tories », conclut-il.

@chloegouden X

Désireux, un temps, de couper les ponts avec la Chine, le président argentin a reçu un coup de pouce inattendu de Pékin

Quand Xi Jinping vient au secours de Javier Milei

Bouée

Avant de s'envoler vers l'Europe pour assister au G7, **Javier Milei, le président argentin, a obtenu l'approbation par le Sénat – à une voix près – de son projet de loi visant à réformer l'Etat en profondeur,** avec une restructuration centrée notamment sur la dérégulation de l'économie.

Claude Leblanc

ALORS QU'IL S'ÉTAIT AUPARAVANT engagé à rompre les liens avec la Chine en faveur du « côté civilisé du monde », le président argentin, Javier Milei, devrait se rendre à Pékin au cours des prochaines semaines pour y rencontrer son homologue chinois Xi Jinping. Même si l'information donnée par le quotidien *Clarín* n'a pas été confirmée par le gouvernement argentin, elle a circulé juste après l'annonce du renouvellement par la Chine des tranches d'échange de devises d'une valeur de 35 milliards de yuans (4,5 milliards d'euros) avec la Banque centrale d'Argentine jusqu'en juillet 2026. Selon les autorités monétaires, l'accord, signé en 2020 et entré en vigueur l'an dernier, était crucial pour la gestion des flux de la balance des paiements à un moment critique pour leur pays.

Il n'était pas certain que Pékin choisirait de renouveler l'accord en raison des relations difficiles entre les deux pays depuis que Javier Milei, qui se décrit comme un « libertaire radical », a pris ses fonctions de président en décembre. En août 2023, il avait déclaré qu'il ne ferait pas de « pactes avec les communistes ». Après son élection, il a refusé de rejoindre les Brics, organisation très influencée par Pékin, marquant sa prise de distance vis-à-vis de la Chine, qui était mieux traitée par son prédécesseur Alberto Fernandez.

Le nouveau président a également interrompu les négociations visant à acheter des avions de combat chinois JF-17 au profit de F-22 américains d'occasion en provenance du Danemark.

Emojis. Dans un premier temps, les relations bilatérales se sont dégradées, la Chine choisissant de nommer un ambassadeur parlant italien et portugais plutôt qu'espagnol, et de suspendre un crédit bancaire de 6,5 milliards de dollars accordé au gouvernement sortant. Malgré ses déclarations hostiles aux autorités chinoises – qu'il avait qualifiées d'« assassins communistes » –, Javier Milei a mis depuis un peu d'eau dans son vin. En avril, Diana Mondino, sa ministre des Affaires étrangères, s'est rendue à Pékin pour discuter notamment de l'accord d'échange. A l'annonce de son renouvellement, elle a réagi sur X en postant des emojis des drapeaux chinois et argentin, ainsi que celui d'une poignée de main.

Le gouvernement argentin s'est félicité de sa prolongation jusqu'en juillet 2026 et estimé que cela « permettra à la Banque centrale d'Argentine de continuer à réduire les risques auxquels elle est confrontée pendant la transition économique actuelle, qui a commencé en décembre 2023, vers un régime monétaire et de taux de change cohérent et durable ».

Alors qu'il était au sommet du G7, en Italie, Javier Milei a pu lâcher un soupir de soulagement grâce à Pékin. Cela ne l'oblige pas à aller voir Xi Jinping, mais, dans un contexte où l'argent mobilisé par le G7 est en grande partie destiné à l'Ukraine, il aura peut-être intérêt à aller remercier celui qui a évité à son marché d'enregistrer de nouvelles turbulences.

@Japonline X

L'invité du 8 Bellini

Marc Chassillan

« L'industrie française de l'armement terrestre n'est pas adaptée aux attentes du marché »

Si l'on observe l'industrie française de l'armement terrestre, les trente dernières années révèlent des cycles industriels déphasés par rapport aux attentes du marché. La production du char Leclerc démarra ainsi l'année de la chute de l'URSS. Durant les dix années suivantes, les grands stocks allemands et hollandais de chars Léopard 2 trouvèrent preneurs à prix cassé dans une vingtaine de pays, ce qui stérilisa le marché européen jusque vers 2014, à l'exception de quelques contrats de chars neufs comme en Grèce ou en Espagne. Le Leclerc ne trouvera qu'un client, les Emirats arabes unis. Nexter, aujourd'hui KNDS France, totalement concentré sur le programme Scorpion qui tire les enseignements des opérations extérieures en Afghanistan et au Sahel, décide de cesser tout investissement dans le char six ans avant que le marché ne reprenne vers 2015.

Avec la guerre en Ukraine, les Américains et les Allemands, qui n'ont jamais interrompu les développements de versions toujours plus évoluées de leur M1 Abrams et de leur Léopard 2 ramassent la mise, à côté des Sud-coréens et de leur K2, copie locale du Leclerc. Ce qui démontre que notre char national aurait eu toute sa place dans les compétitions commerciales en cours si l'on avait poursuivi les investissements pour le maintenir au bon niveau.

Au lieu de cela, la France voit tous les marchés lui passer sous le nez et elle s'étonnerait presque qu'aucune armée ne se précipite pour acquérir son système Scorpion, force médiane d'engins à roues, qui répond assez peu aux besoins des guerres de haute intensité livrées sur des terrains complexes, telles que nous les connaissons dans le Caucase, en Ukraine et au Proche-Orient.

On passera sous silence l'échec du VBCI, seul 8x8 du marché à ne pas s'être vendu, en partie en raison du fait que cette plateforme, pourtant techniquement remarquable et commercialement compétitive, n'a jamais été déclinée en une famille complète comme le firent tous ses concurrents turcs (Arma, Pars), américain (Stryker) ou allemand (Boxer).

« Canon de la CGT ». On remarquera avec intérêt que, durant cette période, nos industriels du blindé enregistrèrent de remarquables succès à l'export avec des produits qui n'avaient pas été conçus pour notre armée de Terre ! Arquus a très bien vendu ses VAB Mk3, ses Sherpa Light et ses Bastion, Nexter ses Aravis, et c'est Soframe qui décrocha un gigantesque contrat de 1 600 Arive avec l'Arabie saoudite, deux fois le contrat CAMO (Scorpion) avec la Belgique. L'Arive a donné naissance au Centaur qui équipe désormais la gendarmerie.

Oserions-nous rappeler que le canon Caesar, que nos politiques et nos militaires mettent en avant à toute occasion, n'a jamais correspondu à aucun besoin exprimé par nos forces armées ? Surnommé le « canon de la CGT » au début des années 2000 et conçu d'après une analyse futée du marché export, il a sauvé la part de la France sur le marché de l'artillerie, même si une vingtaine de copies étrangères lui disputent férocement le gâteau aujourd'hui. Cela pose d'ailleurs le problème de l'après Caesar car l'objectif stratégique de l'industrie allemande est de s'approprier le monopole de l'artillerie après s'être adjugé celui du char.

D'aucuns, jusqu'au sommet de l'Etat, se sont légitimement émus que 80% des achats d'armement réalisés par l'Europe depuis 2022 se sont réalisés au profit des Américains, des Sud-coréens et des Israéliens. C'est oublier que l'industrie européenne, et en particulier française, ne disposait pas des systèmes réclamés, très orientés vers la guerre de haute intensité : pas de véhicules d'infanterie chenillés, de lance-roquettes à longue portée, comme les Himars, de systèmes mobiles de défense anti-aérienne, d'engins d'assaut du génie, d'automoteurs d'artillerie chenillés, de systèmes de guerre électronique. Autant de systèmes abandonnés par notre armée de Terre, devenue entre-temps la meilleure armée expéditionnaire du monde face à des ennemis asymétriques.

Impasse. Nous n'évoquerons qu'en passant l'impasse totale faite dans les équipements d'infanterie, fusils (à l'exception de PGM Precision qui fabrique les meilleures armes de sniping au monde), lance-roquettes antichars, pistolets, lance-grenades, mitrailleuses et même gilets pare-balles ou chaussures que nous achetons en Allemagne, Belgique, Autriche ou Suède. Dans le domaine des drones, il faut saluer les initiatives industrielles nombreuses qui pallient l'absence, il y a quinze ans, de construction d'une stratégie nationale. Seul le passage à une production de masse (dizaines de milliers de drones par an) pourrait crédibiliser notre industrie dans ce secteur critique, où l'export est un enjeu majeur dans un marché sursaturé par les productions chinoises et turques.

Dans ce paysage, il reste un secteur très performant : celui des équipements et en particulier ceux du domaine électronique. Safran va célébrer la livraison de son deux-millième viseur Paseo qui équipe, non seulement les frégates de la Marine, mais aussi le Jaguar, le Griffon d'artillerie et le Leclerc Rénové. Les Américains et les Indonésiens l'ont choisi pour leurs chars légers. Thales engrange les contrats de radars Ground Master de défense aérienne, de systèmes de communication et de solutions de numérisation. Nous pourrions citer des dizaines d'entreprises qui performent dans des niches technologiques liées à l'IA, l'OSINT (Open Source Intelligence), la navigation, l'optronique ou la mécanique. Ce tissu de fournisseurs de haute technologie sera précieux pour le développement des futurs grands systèmes de combat terrestre.

« Il reste un secteur très performant : celui des équipements et en particulier ceux du domaine électronique »


SIPA PRESS
« Les compétences françaises sont certes affaiblies mais peuvent être reconstituées en s'appuyant sur le formidable acquis du **Leclerc** », estime le spécialiste.

Il n'en reste pas moins que l'aversion quasi pathologique de notre armée de Terre vis-à-vis des chenilles fait de nos forces terrestres un îlot à roulettes dans un océan européen de blindés chenillés. L'Italie vient de lancer le programme A2CS de plus de mille blindés chenillés de classe 35-40 tonnes et la plupart de nos voisins sont en cours d'acquisition de véhicules du même genre. Cette fascination nationale pour les blindés à roues se poursuivra pourtant avec le Véhicule Blindé d'Aide à l'Engagement développé avec la Belgique et l'Engin du Génie de Combat (qui s'annonce comme une future curiosité française), sans que l'on comprenne en quoi ces deux projets vont significativement augmenter nos capacités d'engagement en haute intensité.

GILLES ROLLE-REA

Expert en armement

Eurosatory 2024, « le salon mondial de la défense et de la sécurité », ouvre ses portes, pour cinq jours, ce lundi à Villepinte (Seine-Saint-Denis). A cette occasion, l'un des meilleurs experts du domaine, **Marc Chassillan**, fait le point sur la situation de l'industrie française de l'armement terrestre. Auteur de nombreux articles et livres, ingénieur de formation, il vient de publier *Char Leclerc. De la guerre froide aux conflits de demain* (Sophia Editions), un ouvrage de référence sur le blindé français.

« Vallée de la mort ». Programmée à un horizon beaucoup trop lointain, vers 2040-2045, la démarche Titan vise à remplacer nos capacités de haute intensité. Annoncé en 2017, le MGCS (Main Ground Combat System) franco-allemand en fait partie. Ces horizons lointains créeront de fait une « vallée de la mort » pour KNDS France, dont les activités seraient limitées au maintien en condition opérationnelle de la flotte Scorpion et à la fabrication de munitions, laissant à KNDS Germany tout loisir de poursuivre ses très rentables activités d'exportation de chars, de blindés lourds et d'artillerie.

Quand KNDS Germany vend 650 Léopard 2A7/8 à 25 millions d'euros pièce, KNDS France vend une centaine de Caesar à 5 millions. Dans l'état actuel du carnet de commandes, l'écart entre les deux branches de KNDS ne cessera de se creuser. Le MGCS ne rétablira pas l'équilibre, si l'on en juge par l'attribution des piliers du programme entre la France et l'Allemagne. Une funeste petite musique court dans les allées du ministère des Armées sur la disparition des compétences de conception des plateformes chenillées chez KNDS France, avec le risque de laisser à l'Allemagne toute la maintenance (MCO, maintien en condition opérationnelle) pendant quarante ans !

Les compétences françaises sont certes affaiblies mais elles peuvent être reconstituées en s'appuyant sur le formidable acquis du Leclerc. La stratégie à venir devrait donc être de développer dans un calendrier plus agressif une famille de blindés de classe 40-50 tonnes, plus ambitieuse que MGCS, qui prendrait en compte les besoins de l'infanterie, du génie, de l'artillerie et de l'arme blindée. Les seuls besoins de l'armée de Terre se chiffrent à environ 1 500 engins, constituant une formidable offre pour l'export, entraînant toute notre BITD (Base industrielle et technologique de défense). La France peut trouver des partenaires pour ce projet. L'autre priorité serait de construire, comme nous l'évoquions dans ces colonnes, une force de frappe conventionnelle à longue portée à base de missiles balistiques hypersoniques.

Marc Chassillan

Choix publics
Le souffle d'agonie de la modération

La chronique de Erwan Le Noan

En décembre 1980, Raymond Aron, visant Giscard à qui il reprochait un excès de confiance à l'approche de la présidentielle, prévenait dans *Le Midi Libre* : « Le monarque élu court toujours plus de dangers qu'il ne le croit. Séparé du monde par son entourage, il ne perçoit les dangers que le jour où le temps lui manque pour les conjurer. » Quelques lignes plus haut, il alertait : « Quand un homme semble absorber en lui le sort de l'Etat, sinon celui du pays, il faut toujours redouter une soudaine explosion. »

La concentration du pouvoir autour d'une fonction, telle que prévue par la Vᵉ République - ou plus exactement la faiblesse relative du Parlement pour y faire contrepoids -, n'encourage pas le nécessaire jeu d'équilibre des contre-pouvoirs, qui ralentit volontairement les décisions dans les régimes démocratiques. Cette pesanteur des procédures, faite pour encourager la contradiction, n'est pas une inefficacité crasse : elle est une incitation à réconcilier les divergences, une opportunité d'élaborer des solutions collectives et une tentative d'interdire les précipitations hasardeuses.

L'annonce de la dissolution a fait passer les institutions d'un jeu de négociations lentes mais fructueuses (au 31 mai, la 16ᵉ législature avait adopté 137 lois en 282 jours de séances), à une situation d'intense instabilité et d'inquiétante incertitude.

Tempête. A ce stade de la campagne, il serait audacieux de prévoir l'issue des urnes, mais les premières enquêtes montrent une France au bord d'un saut dans un inconnu dangereux, tiraillée entre deux extrêmes. D'un côté, une gauche rassemblée pour défendre un programme périlleux et caricatural, où se multiplient les aberrations qui accéléreraient le suicide national, asphyxiant l'économie et appauvrissant le pays. De l'autre, un RN aux propositions brouillées et brouillonnes, qui semblent varier dans le temps et selon les interlocuteurs, et dont on ne parvient pas à savoir si elles tiennent plus d'un programme gauchisant, fait de normes, de dépenses et d'impôts, ou d'une forme actualisée de poujadisme.

D'un côté, les relents d'un antisémitisme virulent, de l'autre la désignation des immigrés comme victimes expiatoires des faiblesses nationales. D'un côté la vengeance, de l'autre la revanche. D'un côté, l'animosité contre la réussite ; de l'autre l'hostilité au mouvement.

Dans cette tempête, le « bloc central » est à la peine - non pour remporter les élections, mais tout simplement pour survivre. Il risque d'être englouti par les populistes. La modération, si peu audible dans la tourmente, s'éteint dans un souffle d'agonie.

Dans ses portraits, le polémiste Jean Cau relate une conversation avec Giscard, lui faisant part du risque d'une élection socialiste en 1981 : « Je terminai en exprimant des doutes sur sa réélection. Il m'assura que les Français étaient "raisonnables". Je lui répondis qu'ils étaient fort capables de ne pas l'être, que l'histoire n'était pas celle des raisons des hommes mais celle de leurs passions. (...) J'avais tort, me dit-il. Dans l'isoloir, "la raison" l'emporterait. J'avais raison. »

@erwanlenoan

SANDRINE ROUDEIX

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication :** Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef :** Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints :** Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce :** Cécile Colomb.
Publicité commerciale : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière :** Nicolas Wattinne.
SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €.
IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894.
Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

THE WALL STREET JOURNAL.
DOW JONES 17 juin 2024 & l'Opinion NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

OpenAI n'est que la première pierre de l'empire de Microsoft dans l'IA

Pour Satya Nadella, l'avenir de Microsoft passe par l'intelligence artificielle (IA) et le partenariat qu'il a conclu avec OpenAI, la maison mère de ChatGPT.

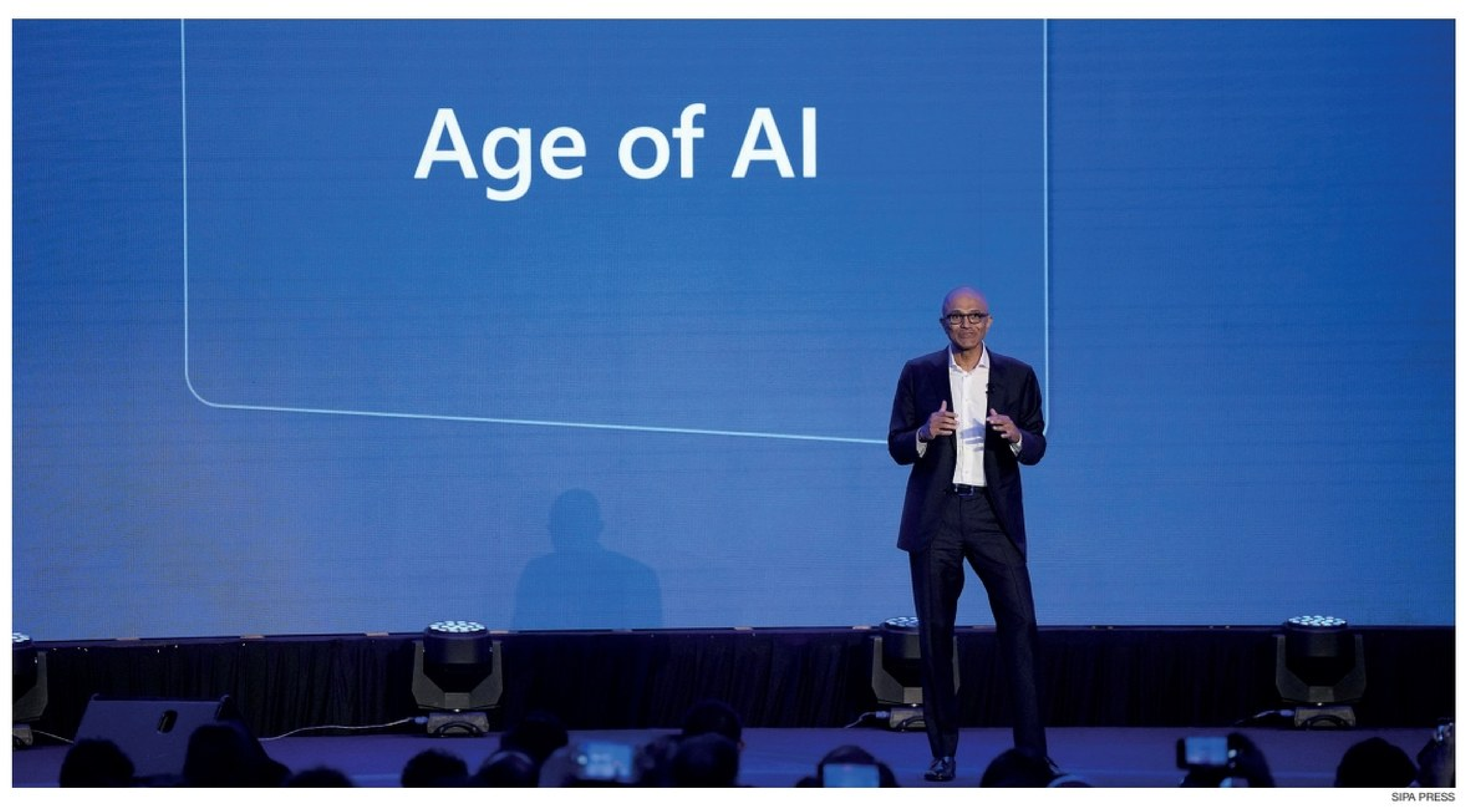
Mais le PDG du géant des logiciels ne veut pas se contenter d'OpenAI. Depuis quelques mois, il s'est lancé dans une vaste opération de recrutement de talents et d'acquisitions d'outils et de technologies pour que Microsoft conserve sa longueur d'avance. Il est allé chercher des partenaires aux quatre coins du monde et a investi dans une myriade de start-up spécialisées dans l'IA, misant par exemple 1,5 milliard de dollars en avril dernier sur une jeune pousse d'Abou Dhabi.

Au risque d'aller au choc frontal avec l'un de ses principaux partenaires, M. Nadella fait aussi développer, en interne, ce qui pourrait devenir un concurrent d'OpenAI.

Pour mener la bataille de l'IA, il a recruté Mustafa Suleyman, adversaire historique de Sam Altman, le cofondateur d'OpenAI. L'homme, qui a participé au lancement de DeepMind, l'un des pionniers de la recherche en IA, a ensuite cofondé InflectionAI ; c'est avec l'essentiel de son équipe qu'il est arrivé chez Microsoft.

Ce sont eux qui ont géré l'entraînement du modèle d'IA, un modèle qui s'appuie sur la technologie qu'ils avaient développée chez Inflection et dont l'ambition est d'être aussi performante que celle d'OpenAI, dont Microsoft est actuellement dépendant. Selon une source proche du dossier, une partie des futurs produits de Microsoft AI pourraient utiliser le système développé par l'équipe de M. Suleyman, et donc abandonner celle d'OpenAI.

L'approche adoptée par M. Nadella est emblématique des dix années qu'il a passées chez Microsoft, dont il a réinventé des pans entiers, trouvant de nouveaux partenaires et faisant évoluer le groupe. Il a réussi à voir quels points forts du groupe étaient devenus des points faibles, quitte à changer ses propres stratégies.



SIPA PRESS

Depuis quelques mois, Satya Nadella s'est lancé dans une vaste opération de recrutement de talents et d'acquisitions d'outils et de technologies pour que Microsoft conserve sa longueur d'avance dans l'intelligence artificielle.

Ses décisions ont permis à Microsoft de griller la politesse aux autres, notamment à Google, son concurrent historique, et de déployer des chatbots basés sur l'IA et des outils qui devraient changer la façon dont on pense et travaille. La question est de savoir si ces tactiques suffiront à Microsoft pour garder une longueur d'avance.

En effet, Google a totalement réorganisé ses activités dans l'IA et lance des produits qui concurrencent ceux du consortium OpenAI-Microsoft, notamment une fonctionnalité qui vient compléter son moteur de recherche. De son côté, Meta Platforms investit des milliards de dollars dans Llama, un modèle d'IA très puissant, qu'il propose gratuitement dans le cadre d'une licence open source. Amazon a misé 4 milliards de dollars sur Anthropic, qu'il héberge sur la plus grosse plateforme cloud du monde.

Enfin, il y a quelques jours, Apple a annoncé l'intégration de la technologie d'OpenAI à son système d'exploitation mobile, remettant une pièce dans la course.

L'essor de Microsoft en fait une cible pour les régulateurs et la concurrence. Redoutant que le groupe ait d'ores et déjà trop d'emprise sur le marché de l'IA, les autorités enquêtent sur ses acquisitions et ses investissements. La Federal Trade Commission (FTC) se demande ainsi si l'accord avec Inflection n'aurait pas pu être structuré de façon à éviter un examen antitrust des pouvoirs publics, une interrogation qui vient s'ajouter à l'enquête qu'elle a ouverte en janvier dernier sur les rapprochements conclus dans le domaine de l'IA, dont celui entre Microsoft et OpenAI. Par ailleurs, plusieurs entreprises, dont le *New York Times*, ont engagé des poursuites contre Microsoft et OpenAI, affirmant que le logiciel est entraîné avec leurs contenus en toute illégalité.

Et même si le cours de l'action s'est envolé, le moral n'est pas au beau fixe en interne, la faute à l'arrivée de nouvelles recrues qui veulent modifier certains aspects de la technologie du groupe.

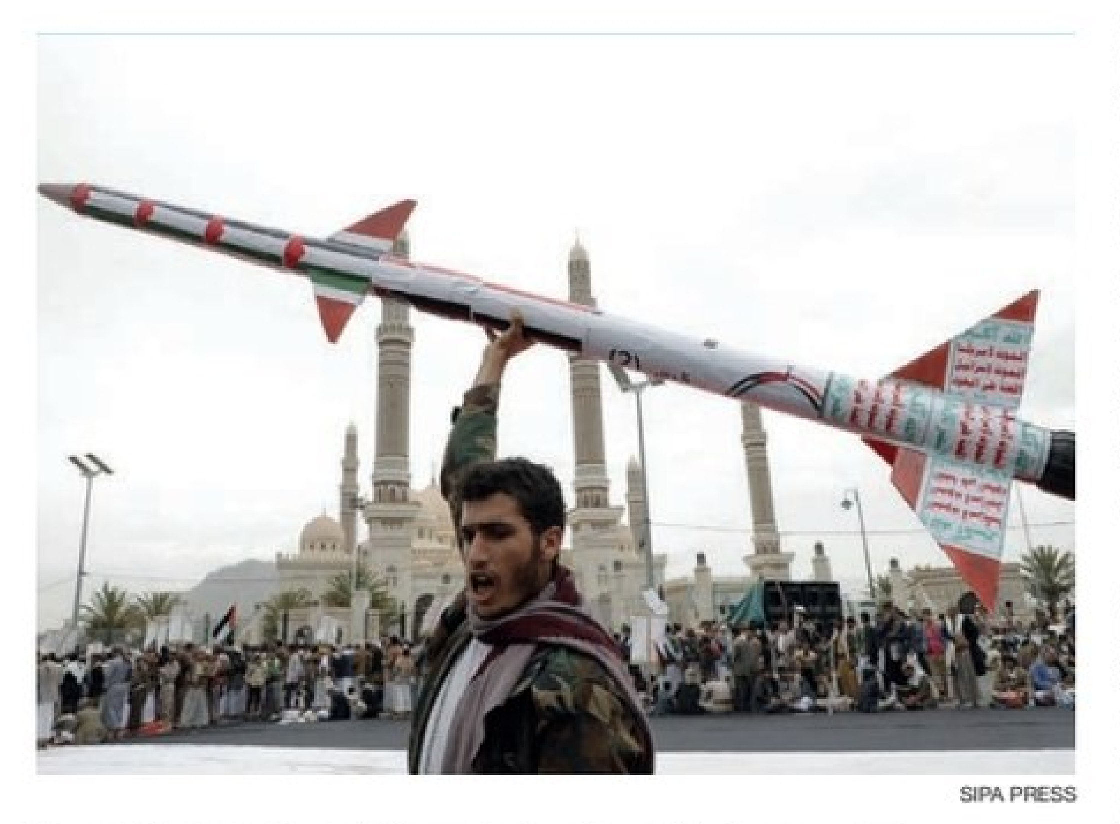
Mikhail Parakhin, ex-responsable de Bing et de la publicité chez Microsoft, a l'intention de s'en aller, ont confié des sources proches du dossier, depuis qu'on

Lire MICROSOFT en page II

Les Houthis, une épine dans le pied que les Américains n'arrivent pas à s'arracher

A BORD DE L'*USS LABOON* – Il est un peu plus de 21 heures lorsque les opérateurs radar de l'USS Laboon, un destroyer de la marine américaine naviguant en mer Rouge, aperçoivent une minuscule flèche sur leurs écrans : un missile fonce sur eux à cinq fois la vitesse du son.

L'équipage du navire, qui transporte 300 marins, n'a que quelques secondes pour l'abattre. Alors que le projectile se rapproche, l'USS Laboon lance un intercepteur de missile depuis les silos situés sous son pont, détruisant l'engin en vol.



SIPA PRESS

Les attaques houthies perturbent le transport maritime et mettent en échec les Etats-Unis.

Cette attaque s'est déroulée le 9 janvier au cours d'une des plus grandes batailles maritimes pour les Etats-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale. Ce jour-là, les rebelles houthis yéménites ont lancé 18 drones et missiles de croisière – plus le missile balistique précité – sur quatre destroyers et un porte-avions américains ainsi qu'un bâtiment de guerre britannique. L'opération a, au total, duré une douzaine d'heures.

Depuis l'attaque du Hamas en Israël le 7 octobre, les rebelles houthis, soutenus par l'Iran, lancent des missiles, des drones et d'autres projectiles sur des navires commerciaux et militaires presque tous les jours. Bien que la plupart de ces opérations aient été déjouées, au moins 77 navires de marchandises ont été touchés et un cargo britannique transportant 20 000 tonnes d'engrais a été coulé.

Même si elles sont globalement infructueuses, les attaques houthies perturbent le transport maritime et mettent en échec les Etats-Unis et leurs alliés dans la mission qu'ils se sont assignés depuis des décennies : assurer la liberté de circulation sur les voies maritimes vitales de la région.

Ces attaques sont la conséquence directe de la réalité géographique, défavorable, de la zone. Pour traverser la mer Rouge et atteindre le canal de Suez, l'une des routes maritimes les plus empruntées au monde, les cargos doivent emprunter le détroit de Bab el-Mandeb, qui longe la côte du Yémen, à portée de missiles et de drones des Houthis.

Aucun navire de guerre n'a été touché lors des quelque 80 tenta-

Lire HOUTHIS en page II

Ukraine : la quête effrénée de systèmes de défense antiaérienne

Les Etats-Unis vont envoyer à l'Ukraine une batterie de missiles sol-air Patriot supplémentaire pour défendre le pays contre les forces russes, ont déclaré des représentants du Pentagone. Mais compte tenu de la rareté de ce système extrêmement performant et de la modernisation en cours de l'arsenal américain, ils poussent le pays à s'adresser à d'autres alliés pour sa défense antiaérienne.

Les batteries Patriot, qui contribuent depuis plusieurs mois à la protection des troupes et des civils ukrainiens, notamment dans la région de Kiev, sont des ensembles complexes d'éléments interdépendants : un radar, des lanceurs et des missiles intercepteurs. Chacune d'elles peut tirer, en une seule attaque, des dizaines de missiles contre des avions, des missiles ou des roquettes.

Signe de la complexité de l'ensemble, les Pays-Bas se sont déclarés prêts à fournir des éléments de la batterie, mais ne possèdent pas tous les composants nécessaires pour assembler un système complet, a déploré Kajsa Ollongren, la ministre néerlandaise de la Défense, qualifiant la situation de véritable puzzle.

« Nous avons fait un geste en annonçant que nous pourrons mettre un radar et trois lanceurs à disposition, a-t-elle déclaré lors d'une réunion des ministres de la Défense des pays membres de l'Otan à Bruxelles. D'autres pays sont en train de voir ce qu'ils peuvent faire pour assembler un système complet. »

Au sein de l'Otan, 11 pays utilisent des Patriot et coopèrent pour venir en aide à l'Ukraine, a affirmé Pål Jonson, le ministre

Lire UKRAINE en page II

HOUTHIS

Suite de la page I

tives d'attaques. Mais, dans certains cas, il s'en est fallu de peu, ce qui souligne les dangers auxquels sont exposés les Etats-Unis et leurs alliés, qui envoient des navires dans la région, au fur et à mesure que le conflit se prolonge.

L'administration Biden riposte de manière limitée aux attaques des Houthis, cherchant à éviter d'être entraînée dans un conflit élargi au Moyen-Orient. Revers de la médaille, les attaques se poursuivent alors que les flottes américaines et alliées patrouillent en état d'alerte, depuis des semaines, voire des mois, en mer Rouge. « Nous n'avons pas été touchés, mais d'un point de vue stratégique, nous n'avons pas rétabli le flux de marchandises », déplore Gene Moran, un capitaine de vaisseau à la retraite qui a commandé l'*USS Laboon*, il y a plus de vingt ans.

La marine américaine dit que les projectiles lancés pour la défense de la mer Rouge lui ont coûté environ un milliard de dollars

Au cours d'une année normale, plus de 20 000 navires commerciaux passent par la mer Rouge, dont 150 énormes pétroliers et porte-conteneurs. Depuis le début des attaques, le trafic maritime dans le détroit s'est effondré.

Depuis le début des attaques houthies en novembre, en signe de solidarité avec les Palestiniens de Gaza, le trafic des porte-conteneurs dans le détroit a chuté de 67% et celui des pétroliers d'environ 50%, selon Windward, une société spécialisée dans le renseignement maritime.

Les Houthis ont particulièrement ciblé les navires battant pavillon israélien ou se dirigeant vers le port d'Eilat, dans le sud de l'Etat hébreu, qui a vu son trafic maritime se réduire considérablement. De nombreuses compagnies maritimes ont dérouté leurs bateaux qui contournent le sud de l'Afrique.

Mercredi, un navire grec a été touché par un drone, qui a causé un début de voie d'eau.

Avril Haines, la directrice du renseignement national américain, a déclaré le mois dernier devant le Congrès que les initiatives déployées par les Etats-Unis n'avaient pas suffi pour dissuader la milice yéménite de cibler les navires et que la menace « continuerait d'être active un certain temps ».

Au début de l'année, l'*USS Laboon* patrouillait dans des eaux calmes et sous un ciel dégagé au nord du Bab el-Mandeb. Les écrans radar signalaient des cargos faisant route vers le nord, sans subir d'attaque. Ce jour-là, quatre drones kamikazes ont ciblé un autre navire de guerre américain. C'était la première attaque de ce type après trois jours d'accalmie.

Lors de l'attaque du 9 janvier, l'équipage de l'*USS Laboon* a d'abord vu deux missiles de croisière se diriger vers leur navire et les a abattus. Ces projectiles volaient à une vitesse subsonique, ce qui laissait un temps relativement long pour réagir. Le missile balistique est arrivé ensuite.

« Ces engins ont la taille d'un poteau téléphonique, leur temps de vol est de trois minutes, ils sont détectés au bout de 45 secondes. Vous avez alors environ dix secondes pour déterminer s'il faut les abattre ou non », détaille le capitaine David Wroe, du groupe d'intervention des porte-avions américains dans la mer Rouge. L'*USS Laboon* utilise plusieurs dispositifs d'armement pour se défendre contre les attaques des Houthis, dont un système de lancement vertical qui tire des missiles intercepteurs à partir de silos situés sous la proue et la poupe. Lors d'un tir, ils jaillissent dans un bruit sourd avant de se diriger vers la cible.



SIPA PRESS

Le 9 janvier, les rebelles houthis ont lancé drones, missiles de croisière et balistique sur quatre destroyers, dont l'*USS Laboon* (ici en photo), et un porte-avions américains ainsi qu'un bâtiment de guerre britannique.

« Nous avions fait tout notre possible pour être prêts à répliquer à un missile balistique, mais nous ne nous y attendions pas vraiment », reconnaît le capitaine de frégate Eric Blomberg, commandant de l'*USS Laboon*.

En plus d'abattre des missiles et des drones, les Etats-Unis et d'autres pays ont aussi mené plusieurs vagues de frappes aériennes contre des lanceurs, des installations radar et d'autres équipements utilisés par les Houthis au cours de leurs attaques.

Plus les raids des Houthis se poursuivent, plus il est probable qu'un navire de guerre américain soit touché, prévient Frank McKenzie, un général du corps des Marines à la retraite. « Il y a toujours un risque que quelque chose se produise et qu'un de nos navires soit tapé. Cette probabilité ne fait qu'augmenter au fur et à mesure que nous laissons la situation perdurer », ajoute-t-il.

La marine américaine dit que les projectiles lancés pour la défense de la mer Rouge lui ont coûté environ un milliard de dollars. Elle a mené plus de 450 frappes et intercepté plus de 200 drones et missiles depuis novembre, date du début des attaques.

Les responsables américains craignent que l'industrie de défense des Etats-Unis ne soit pas capable de soutenir la cadence, alors qu'elle est déjà très sollicitée par les demandes d'armes de l'Ukraine et d'Israël. « L'approvisionnement des Houthis en armes en provenance d'Iran est bon marché et peut tenir dans le temps. Le nôtre est coûteux, nos chaînes d'approvisionnement sont tendues et la logistique n'arrive pas à suivre le rythme, souligne Emily Harding, du Centre d'études stratégiques et internationales de Washington. Nous jouons au chat et à la souris, alors qu'eux poursuivent une stratégie de long terme. »

Gordon Lubold,
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)

Edited from the original

UKRAINE

Suite de la page I

suédois de la Défense.

La défense antiaérienne pour l'Ukraine est un point important de l'ordre du jour de la réunion, qui prévoit des discussions avec des représentants ukrainiens et des préparatifs du sommet annuel de l'Otan, organisé le mois prochain à Washington, où les alliés dévoileront un ensemble de mesures de soutien à la lutte du pays contre l'invasion russe.

Au printemps, Volodymyr Zelensky a demandé avec insistance, en public et en privé, de nouveaux systèmes de défense sol-air, alors que la Russie intensifiait ses bombardements sur Kharkiv, la deuxième ville du pays. Au moins sept batteries supplémentaires sont nécessaires, a-t-il affirmé : il en faut deux rien que pour protéger Kharkiv, située dans le nord-est de l'Ukraine, près de la frontière russe.

SIPA PRESS

L'Ukraine ne cesse de demander des nouveaux systèmes de défense sol-air.

La Russie utilise depuis longtemps des missiles balistiques et de croisière ainsi que des drones explosifs contre des villes ukrainiennes. Ces derniers mois, Moscou a multiplié les tirs d'énormes bombes planantes, tirés depuis des avions situés en arrière du front.

La défense antiaérienne est devenue cruciale pour l'Ukraine, afin de protéger les infrastructures essentielles et les cibles civiles, mais aussi d'empêcher les forces aériennes russes d'attaquer des parties non occupées du territoire. L'arsenal du pays se compose de missiles datant de l'ère soviétique et de systèmes donnés par les pays occidentaux.

En amont de la réunion de cette semaine à Bruxelles, Washington a annoncé l'envoi d'une batterie Patriot, l'Allemagne ayant fait de même récemment. La première batterie américaine a été livrée à Kiev il y a tout juste un an, et la seconde devrait arriver d'ici à quelques semaines.

Les Etats-Unis ont choisi de fournir ce système supplémentaire, en partie parce qu'une unité chargée de son fonctionnement, déployée près de la frontière entre la Pologne et l'Ukraine, devait retourner au pays. Le Pentagone a ainsi décidé que les troupes quitteraient la région, mais que la batterie Patriot y resterait, et serait déplacée en Ukraine. Elle y sera gérée par des soldats ukrainiens formés à cet effet.

En dépit de cette décision, « le nombre de Patriot déployés en Pologne ne changera pas », a affirmé jeudi Lloyd Austin, le secrétaire américain à la Défense, devant des journalistes à Bruxelles, indiquant que les Etats-Unis installeraient un autre système en territoire polonais.

Cette décision a reçu l'aval de Joe Biden, selon des représentants du Pentagone.

Le fonctionnement d'une batterie Patriot nécessite généralement 90 personnes ; les soldats ukrainiens ont été formés pour cela, ont expliqué ces mêmes représentants. La dotation des pays membres de l'Otan varie.

« Si on regarde ce dont disposent les pays, on voit que certains ont la batterie mais pas les intercepteurs, déplore un cadre du département américain de la Défense. D'autres ont des batteries pour l'entraînement mais pas pour le combat. D'autres encore ont les batteries mais n'ont pas le personnel pour les utiliser.

« On ne peut pas simplement les prendre chez les alliés et les donner à l'Ukraine, cela pose tout un tas de problèmes... C'est très compliqué, et on passe des heures à tenter de faire des systèmes complets. »

Par conséquent, les Etats-Unis voudraient bien que l'Ukraine et l'Otan envisagent d'utiliser des armes européennes et d'anciens systèmes américains de défense antiaérienne.

« Il faut faire feu de tout bois ; si on se limite aux Patriot, on ne va pas y arriver », a-t-il conclu. La modernisation en cours de l'arsenal américain « impose de retirer des dispositifs en place », a-t-il poursuivi, ajoutant que, même sur le territoire américain, « c'est extrêmement compliqué ».

Comment le système Patriot détecte et intercepte des cibles

1 RADAR
- Le radar détecte et suit des missiles et d'autres cibles.
- Il envoie des données à la station de commande de tir distante.

2 STATION DE COMMANDE DE TIR
La station de commande de tir reçoit les données et les transfère à la station de lancement.

Tube

Antenne

4 INTERCEPTEUR
Les missiles intercepteurs sont tirés manuellement ou à distance, depuis la station de commande de tir.

STATION DE LANCEMENT
- La station de lancement contient un module de commande à distance, le lanceur et jusqu'à 16 missiles intercepteurs.
- Elle reçoit la localisation des cibles de la station de commande de tir par l'intermédiaire des antennes.

3

Remarque : le schéma n'est pas à l'échelle.
Source : Army Recognition. Jemal R. Brinson and Peter Champelli/THE WALL STREET JOURNAL

Olaf Scholz, le chancelier allemand, a déclaré cette semaine que, outre la batterie Patriot (la troisième fournie par Berlin), l'Allemagne livrerait des systèmes Gepard et IRIS-T.

IRIS-T, issu d'un développement impliquant notamment l'Allemagne, la Norvège et les Etats-Unis, est un système de missiles d'interception sol-air relativement semblable au Patriot. La batterie américaine reste toutefois favorite en Ukraine, car sa portée est supérieure à celle de tous les autres systèmes, et elle peut viser des missiles balistiques et hypersoniques que d'autres ne peuvent pas atteindre.

Daniel Michaels et Nancy A. Youssef
Alistair MacDonald et Jane Lytvynenko ont contribué à cet article (Traduit à partir de la version originale en anglais par Timothée Gaven)

Edited from the original

MICROSOFT

Suite de la page I

lui a signifié qu'il travaillerait sous la houlette de M. Suleyman. Saurabh Tiwary, qui supervise l'équipe d'ingénieurs chargés d'intégrer la technologie d'OpenAI à Bing, est lui d'ores et déjà parti pour Google.

Microsoft affirme que ses taux de rétention sont élevés, mais qu'il faut toujours s'attendre à des turbulences quand on se réorganise.

Changements culturels

Tout en cherchant à insuffler un peu d'esprit start-up chez Microsoft, M. Nadella, 56 ans, a dédié sa vie au groupe. Originaire de Hyderabad, en Inde, l'homme a gravi les échelons ces trente-deux dernières années, passant par Bing et l'activité de cloud.

Après le départ de Steve Ballmer, sous la houlette duquel Microsoft semblait faire du sur-place, la nomination de M. Nadella en a surpris plus d'un. Le groupe était alors un pachyderme aux divisions ultra-coûteuses (le matériel informatique et Xbox notamment) qui avait raté les nouvelles tendances, dont la téléphonie mobile. Pendant les quatorze années de règne de M. Ballmer, le cours de l'action Microsoft avait chuté de plus de 30%.

Quand Microsoft a investi un milliard de dollars dans OpenAI, la décision a fait débat en interne. Bille Gates lui-même était sceptique

Quand M. Nadella a été nommé en 2014, Microsoft était miné par des luttes intestines et un manque de cohésion, ont raconté des salariés en poste et certains de leurs anciens collègues. Les projets étaient souvent répartis entre plusieurs divisions, avec plusieurs leaders. Les équipes ne communiquaient presque jamais entre elles et se battaient pour les ressources du groupe.

Un dessin avait circulé dans les boîtes mail : trois organigrammes de Microsoft se tenaient mutuellement en joue. La culture d'entreprise avait de faux airs de *Reservoir Dogs*.

Autre problème, selon des salariés actuels et anciens : le groupe souffrait du syndrome du « ça n'a pas été inventé ici ». Régulièrement, la direction rejetait les produits ou les idées qui venaient de l'extérieur.

M. Nadella a milité pour davantage de coopération et moins de centres de pouvoir. Il s'est aussi, bien plus que ses prédécesseurs, rapproché d'autres géants de la tech.

Lors de l'une de ses premières apparitions en public en tant que directeur général, il a annoncé l'arrivée du pack Office sur les iPad et les iPhone. Pendant des années, préférant fabriquer ses appareils qu'envisager un partenariat, Microsoft avait refusé de s'adapter aux téléphones et tablettes d'Apple.

Le début du mandat de M. Nadella a également été marqué par une série d'acquisitions, dont LinkedIn en 2016 pour 26,2 milliards de dollars et GitHub en 2018 pour 7,5 milliards. Au total, ce sont plus de 300 opérations qui ont été réalisées, pour un montant total qui dépasse les 170 milliards de dollars.

Des acquisitions qui ont permis de développer l'activité de Microsoft dans les réseaux sociaux ou le code, par exemple, mais aussi de peupler l'entreprise de nouveaux visages.

Reid Hoffman, le cofondateur de LinkedIn, a rejoint le conseil d'administration et Kevin Scott, le directeur de l'ingénierie du réseau social, est devenu directeur technologique (CTO) du groupe.

« Des années de retard »

En 2019, dans un e-mail, M. Scott s'est plaint auprès de M. Nadella et de Bill Gates, qui présidait alors le groupe, que l'infrastructure de l'IA de Microsoft était très en retard sur celle de Google et que les fonctions d'autocomplétion d'outils comme Gmail fonctionnaient « si bien que c'en [était] terrifiant ».

« On a des années de retard sur la concurrence », avait-il alors déploré.

Pour faire changer les choses, les efforts du groupe ont été répartis entre plusieurs dizaines d'équipes.

Autre problème, selon un dirigeant : Microsoft avait du mal à recruter des stars de l'IA. Les candidats prometteurs expliquaient qu'ils rencontraient le groupe pour s'entraîner aux entretiens d'embauche dans les sociétés qu'ils visaient vraiment. Google, en général.

En 2018, M. Nadella a rencontré M. Altman lors d'une conférence à Sun Valley, dans l'Idaho. Impressionné par ce que l'IA d'OpenAI savait faire, il s'est dit que Microsoft aurait peut-être intérêt à s'ouvrir à des outils de pointe. OpenAI pourrait aussi devenir client d'Azure, la plateforme de cloud du géant.

Pourtant, quand Microsoft a investi un milliard de dollars dans OpenAI, la décision a fait débat en interne. M. Gates lui-même était sceptique : pourquoi dépenser autant d'argent dans une entreprise externe alors que Microsoft avait sa propre IA ?



SIPA PRESS

Microsoft intégré la technologie d'OpenAI à la totalité de sa gamme de produits et a créé un assistant IA, Copilot.

Dans le cadre de l'accord, OpenAI s'est engagé à utiliser exclusivement Azure pour le cloud et Microsoft a promis d'investir dans les très coûteuses puces qu'exige le système d'OpenAI.

Le jour où on lui a fait une démonstration du chatbot doté de l'IA qui devait être intégré au moteur de recherche Bing (et qui utilisait la technologie d'OpenAI), M. Nadella a demandé à ses équipes ce qu'il fallait pour faire un carton.

Les ingénieurs lui ont répondu que, si des millions de personnes utilisaient le chatbot, il faudrait mobiliser la totalité des puces haut de gamme que possédait le groupe, donc en priver les autres projets et les clients.

« Et si je vous les trouve ? », leur a demandé le patron.

Microsoft s'est donc lancé dans une vaste campagne d'achat de processeurs graphiques (GPU) et, en 2023, a investi 10 milliards de dollars de plus dans OpenAI.

Bataille pour les ressources

La décision n'a pourtant pas été sans conséquence. De nombreuses divisions, y compris le hardware, ont dû revoir leurs budgets à la baisse. Panos Panay, qui gérait la division hardware, est parti à l'automne dernier chez Amazon, où il dirige le projet Alexa. Rubén Caballero, responsable du projet de réalité augmentée HoloLens, a lui aussi quitté le groupe.

En février 2023, M. Nadella a lancé le nouveau Bing en grande pompe et juré qu'avec l'IA, Microsoft ferait enfin « trembler » Google. Le groupe a également intégré la technologie d'OpenAI à la totalité de sa gamme et créé un assistant Copilot. Basé sur l'IA, il est présent dans Word, Excel ou encore PowerPoint. L'idée : permettre aux utilisateurs de lui demander, avec des mots simples, de créer un contrat ou une belle mise en page.

Mais, à l'automne dernier, la stratégie de M. Nadella a été remise en question par l'éviction surprise de M. Altman du conseil d'administration d'OpenAI, une annonce qui a révélé la fragilité de Microsoft, qui dépendait d'une start-up qu'il ne détenait pas.

En s'engageant publiquement à recruter M. Altman et tous ceux qui partiraient d'OpenAI chez Microsoft, M. Nadella a fini par retourner la situation et M. Altman a récupéré son siège. Au passage, Microsoft a gagné un siège (sans droit de vote) au conseil.

La manœuvre a attiré l'attention des régulateurs. En Europe et aux Etats-Unis, les autorités ont décidé de se pencher sur la relation qui unit Microsoft et OpenAI, et notamment à savoir dans quelle mesure le géant contrôle la start-up.

Microsoft a régulièrement déclaré qu'il ne possédait qu'une participation non majoritaire dans la filiale à but lucratif d'OpenAI.

News Corp, propriétaire du *Wall Street Journal*, a conclu un partenariat avec OpenAI.

Chez Microsoft, l'image de patron-célébrité de M. Altman agace. Certains salariés redoutent que la tempête médiatique provoquée par les accusations de Scarlett Johansson, qui affirme qu'OpenAI a créé un modèle de voix basé sur la sienne sans la consulter, mine les efforts qu'ils engagent pour que le grand public ait confiance en l'IA.

Un nouvel équilibre des pouvoirs

Depuis l'arrivée de M. Suleyman et de son équipe, le statut de figure dominante de la stratégie de Microsoft dans l'IA de M. Altman est moins immuable.

De fait, M. Suleyman fait partie des cofondateurs de DeepMind, une start-up rachetée par Google et devenue moteur des efforts du groupe pour se développer dans l'IA. M. Altman, lui, a créé OpenAI en 2015 avec Elon Musk et choisi d'en faire une organisation à but non lucratif pour que l'IA ne soit pas développée et contrôlée en secret par Google.

M. Suleyman a quitté DeepMind en 2022 pour créer Inflection, rejoignant ainsi M. Hoffman, le cofondateur de LinkedIn qui fait aussi partie des premiers investisseurs d'OpenAI et siège à son conseil. Au grand dam de M. Altman, agacé de voir M. Hoffman se lancer dans un projet concurrent, ont souligné des sources proches du dossier. M. Hoffman a quitté le conseil d'OpenAI peu après la création d'Inflection.

Malgré un budget de 1,3 milliard de dollars, Inflection n'a pas réussi à populariser Pi, son assistant personnel basé sur l'IA. Microsoft adorait le projet (dans lequel il avait investi plusieurs centaines de millions de dollars) et M. Nadella a proposé à M. Suleyman de rejoindre le groupe.

Après plus d'un mois de négociations, ce dernier a finalement accepté l'offre. Il est arrivé avec l'essentiel de son équipe et a pris le titre de « directeur général en charge de l'IA ».

Selon de fins connaisseurs de Microsoft, l'équilibre des pouvoirs entre M. Suleyman et M. Altman, historiquement en concurrence, n'est pas très claire. Le cofondateur d'Inflection devrait devenir l'un des principaux points de contact entre Microsoft et OpenAI, a confié une source.

Microsoft a annoncé que l'entité dirigée par M. Suleyman serait chargée des produits d'IA destinés au grand public, comme Copilot ou Bing et de Windows. En interne, M. Nadella s'est plaint du fait que Bing restait très loin derrière le moteur de recherche Google et que les choses n'avaient pas beaucoup changé malgré l'intégration de l'IA, ont confié des sources. Selon ces personnes, le recrutement de M. Suleyman devait permettre de résoudre le problème.

Le patron de Microsoft a doté la nouvelle équipe d'un budget important et lui a accordé beaucoup de liberté. Elle a aussi absorbé d'autres équipes qui travaillaient sur l'IA. Pour certains salariés en poste depuis longtemps chez Microsoft, les ex-Inflection sont une sorte de corps étranger, des collègues qui échangent par Slack et pas par Teams, l'outil de Microsoft.

L'action Microsoft a vu son cours multiplié par plus de dix depuis l'arrivée de Satya Nadella

Microsoft affirme que les équipes travaillent main dans la main.

Et fait tout pour éviter les frictions avec OpenAI. En mai, lors de la conférence annuelle des développeurs de Microsoft, M. Nadella s'est exprimé devant une immense slide affirmant « Microsoft Aime OpenAI », avec un cœur bleu à la place du verbe « aime ». M. Altman était l'invité surprise de l'événement.

Une chose est sûre : les changements et la pression pèsent sur les salariés. Le sprint qui a précédé le lancement de Copilot pour Bing en février a été particulièrement difficile, ont révélé des sources. La volonté actuelle d'intégrer l'IA à davantage de produit a poussé certains salariés au burn-out.

Mais hors de question de ralentir. L'action Microsoft a vu son cours multiplié par plus de dix depuis l'arrivée de M. Nadella, permettant au groupe de passer devant Apple et devenir la plus grosse capitalisation boursière au monde. Pour le dirigeant, la priorité est désormais de faire d'Azure le fournisseur de cloud de référence des start-up.

Il a prévenu ses équipes : à chaque fois qu'il se rendra quelque part, il prendra des rendez-vous pour essayer de conclure des accords avec des start-up présentes dans l'IA. Comme il l'a souvent répété aux salariés de Microsoft l'an passé, l'objectif est d'utiliser l'IA pour passer devant Amazon et Google.

En novembre, il a validé un programme qui prévoit de laisser les très jeunes start-up accéder gratuitement aux serveurs de Microsoft, l'idée étant de s'assurer leur fidélité si elles connaissent un succès fulgurant.

Cohere et le français Mistral AI font partie de celles qui ont opté pour Azure. Toutes deux développent des grands modèles de langage (LLM) censés concurrencer OpenAI. En avril, Microsoft a investi 1,5 milliard de dollars dans une start-up d'Abou Dhabi baptisée G42, qui fera tourner son logiciel et ses services sur Azure.

Arvind Jain, le directeur général de Glean, une jeune pousse spécialisée dans l'IA pour les entreprises, a rencontré M. Nadella à plusieurs reprises. Comme un certain nombre d'autres fondateurs, il n'avait pas forcément pensé d'emblée à Microsoft. Pourtant, c'est depuis le cloud de Microsoft que son produit fonctionne aujourd'hui.

« Microsoft fait des efforts pour se rapprocher de nous, souligne-t-il. Quand on s'est lancé, on n'a pas du tout pensé à Azure, mais l'IA nous a fait changer d'avis. »

Tom Dotan et Berber Jin

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original



SIPA PRESS

Pour mener la bataille de l'IA, Microsoft a recruté Mustafa Suleyman, adversaire historique de Sam Altman, le cofondateur d'OpenAI.

Conférences by l'Opinion



Nourrir la planète : Comment réarmer la ferme France ?

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL

Jeudi 27 juin 2024 de 9h à 12h, Paris 16e

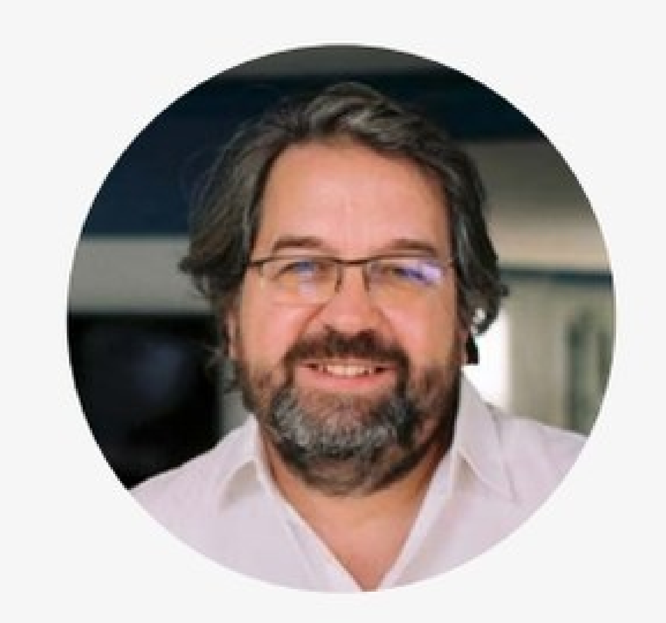
Avec la participation de :



Sébastien Abis
Directeur, club Demeter



Michel Biero
Président, Lidl France



Nicolas Chabanne
Fondateur de la démarche « C'est qui le patron ? »



Emélie Halle
Responsable de l'approvisionnement durable, Saipol



Jean-François Loiseau
Président, Intercéréales

Découvrir le programme et s'inscrire



Informations et inscriptions gratuites : www.lopinion.fr/evenements

En partenariat avec :











Avec le soutien de :





